

> DIRECTION Anaëlle Lebovits

Le Diable probablement

> INVITÉS

Frédéric Encel

Face à l'Iran : « Il faut savoir ce qu'on veut ! »

Gérard Wajcman

« Il n'y a d'œuvre d'art que critique »

> RDV DU DIABLE

Le pense-bête de Dan J. Arbib

La théâtrale d'Annelise Heimburger
avec Dominique Valadié

L'internationale de Raphaël Glucksmann

Entretien dans le tumulte de Martin Quenehen
avec Milana Terloeva



CE QU'IL EN EST DE NOUS

Le Diable probablement est une revue politique. Elle n'est affiliée à aucun parti. On ne saurait dire si son orientation est de gauche ou de droite, et là n'est pas le point. Ceux qui y participent ne sont pas, pour la plupart, « spécialistes » de politique, et pourtant la *res publica* les concerne au premier chef. Loin de collectionner les avis d'experts qui parleraient au nom de leur savoir, elle entend donner la parole à ceux qui promeuvent, au-delà de tout savoir, une responsabilité politique.

Responsabilité, nous le comprenons comme la réponse qu'un sujet apporte à un donné. Se faire responsable, c'est avoir l'idée que quoi qu'on fasse ou qu'on ne fasse pas, on prend position et on produit des effets. Autant dire que pour nous qui avons le privilège d'être nés sous les bannières de la démocratie, toute servitude à venir semblerait d'autant plus volontaire, que nous avons les moyens de ne pas nous y soumettre. Si donc les principes auxquels nous souscrivons sont menacés aujourd'hui, si demain ils devaient ne plus avoir cours, nous devrions en répondre. En effet, quand bien même la cité à laquelle nous prenons part nous serait imposée, si nous en souffrons, c'est à nous, c'est notre histoire, et nous y sommes même plus que si nous l'avions décidé.

Or, ce que nous saurons *a posteriori* de nos actes – s'ils sont manqués ou réussis –, ce pourrait bien être un régime totalitaire qui un jour nous l'indique. Car au moment de tirer toutes les conséquences d'un acte, il est trop tard : nous n'y allons plus, nous y sommes. D'où l'urgence de conclure, ici, maintenant, tout de suite. C'est de la conscience de cette urgence que sont nées les lignes qui vont suivre. Ceux qui les signent, enfants des années Quarante-vingt, sont encore étudiants ou à peine sortis des universités et des écoles de la République. Chacun à sa façon laisse entrevoir une inquiétude majeure à laquelle il ne se résout pas. Chacun témoigne de son désir de faire de ce monde un lieu dont nous puissions dire « J'en suis ! »

Car nous en sommes, et à ce titre, nous en répondons comme de nous-mêmes.

> INVITÉS DU DIABLE...

P. 50/ Frédéric Encel
FACE À L'IRAN : « IL FAUT SAVOIR CE QU'ON VEUT ! »

P. 58/ Gérard Wajcman
« IL N'Y A D'ŒUVRE D'ART QUE CRITIQUE »

>> ARTICLES

P. 7/ LES PIÈGES DE LA GOUVERNANCE
par Guillaume Roy

P. 11/ N'EST PAS *QUEER* QUI VEUT !
par Aurélie Pfauwadel

P. 15/ POLITIQUE DE L'AFFECT
par Deborah Gutermann

P. 17/ SATIÉTÉ ET DÉSIR
par Damien Guyonnet

P. 31/ L'AIR DU TEMPS
par Anaëlle Lebovits

P. 35/ JAPON : VERS UNE NOUVELLE HISTOIRE ?
Par Daisuke Fukuda

>>> CHRONIQUES

P. 21/ *Le pense-bête* de Dan J. Arbib
CROYONS NOUS ENCORE À LA LITTÉRATURE ?

P. 25/ *La théâtrale* d'Annelise Heimbürger
LE THÉÂTRE D'EDWARD BOND : DES HISTOIRES DE NOTRE TEMPS
AVEC DOMINIQUE VALADIÉ

P. 39/ *Entretien dans le tumulte* de Martin Quenehen
AVEC MILANA TERLOEVA

P. 43/ *L'internationale* de Raphaël Glucksmann
FAISONS UN RÊVE

LES PIÈGES DE LA GOUVERNANCE

par Guillaume Roy

Cela fait maintenant quelques années qu'un nouveau mot est apparu dans notre vocabulaire sans que l'on discerne bien ce qu'il désigne. Ce mot, c'est celui de *gouvernance*. Son surgissement est massif. S'en sont saisis aussi bien des dirigeants politiques que des urbanistes, des économistes, des sociologues. La gouvernance est défendue tour à tour par l'Union européenne (*Livre blanc sur la gouvernance*), par de grandes institutions internationales (ONU, OMC), ou par un Premier ministre français (Jean-Pierre Raffarin avec son manifeste *Pour une nouvelle gouvernance*). On retrouve ce mot aussi bien au fronton de la réforme de l'hôpital dite *Hôpital 2007* qu'à la une des sites Internet de *management*. Quiconque douterait de la pénétration de ce terme n'a qu'à avoir à l'esprit que l'École Nationale d'Administration se nomme depuis son transfert à Strasbourg : École Européenne de Gouvernance.

Une première constatation : en bien des cas, le mot *gouvernance* vient à la place de celui de gouvernement. Pourquoi certains de nos hommes politiques ont-ils décidé de se passer d'un concept adossé à un savoir et à des pratiques séculaires pour lui préférer un terme récent issu des théories de l'entreprise ? Quelles conséquences pour le citoyen que cette entrée dans le discours de la gouvernance ?

Celui qui cherche une définition claire de la gouvernance est rapidement en proie à un sentiment de vertige. Car, malgré la prolifération des ouvrages qui lui sont consacrés, il n'y a pas de théorie ni de système de la gouvernance. La gouvernance n'est pas un concept et n'appartient pas à un champ de savoir, à la différence du concept de gouvernement qui appartient au champ de la philosophie politique. Il est clair que gouvernance n'est pas tant un mot qu'un mot d'ordre. À quel ordre nous prépare-t-il ?

Un premier élément de réponse peut nous venir de l'histoire des différents usages du terme. Le mot *governance* est apparu aux États-Unis, il

Il y a plus d'un demi-siècle au sein des théories de l'organisation de l'entreprise, et désignait initialement les dispositifs mis en œuvre par celle-ci pour réduire les coûts de son fonctionnement. Dans les années 70-80, l'utilisation du terme s'étend à mesure que s'affirme le pouvoir des actionnaires qui exigent d'avoir à leur disposition le plus d'informations possible sur l'action menée par les dirigeants. La *corporate governance* ou gouvernance d'entreprise est née. Elle désigne la politique interne de l'entreprise. Philippe Moreau Defarges¹ nous apprend que cela se traduit par l'apparition de nouvelles pratiques de gestion : transparence des comptes et contrôle des cabinets d'audit.

Dans les années 80, le mot de gouvernance est directement exporté du monde de l'entreprise et appliqué au champ des relations internationales. Le terme de *good governance* est alors employé par les institutions financières internationales et désigne l'ensemble des mesures institutionnelles et administratives que doivent prendre les États voulant bénéficier de l'aide financière des pays riches. Sous l'asepsie et la bonhomie de la bonne gouvernance se cache donc l'obligation pour ces pays d'obéir aux règles édictées par les organismes prêteurs.

> intérieur

Enfin, la gouvernance a fini par désigner une nouvelle manière d'envisager la conduite de l'action publique à l'heure de la mondialisation. C'est cette acception qui pénètre tous les pouvoirs institutionnels et administratifs. Ceux qui plaident pour la gouvernance ont tous le même genre de raisonnement. D'abord, l'action publique dans nos démocraties est en crise et souffre d'un manque de transparence. Ensuite, cette crise a jeté le discrédit sur tous les lieux traditionnels de l'action politique : le gouvernement d'État, le peuple, la nation. Les tenants de la gouvernance ont une idée simple mais folle : il est possible d'inventer une nouvelle forme de politique qui se passe de gouvernement et de peuple. L'espace politique de la gouvernance est par excellence l'Union européenne. La gouvernance prônée par son instance la plus puissante, la Commission, envisage son action comme une gestion de différents acteurs équivalents : les États, la société civile, les pouvoirs locaux, les associations, les entreprises. Car l'espace dans lequel prend place la gouvernance est, selon les mots de l'ancien Commissaire au commerce extérieur, Pascal Lamy², un « horizon de généralité, privé de constitution politique mais transcendant, car situé au-delà des États, des cultures, des histoires nationales ». Dépouillée des mots magiques tels que « démocratie », « paix », « liberté », desquels elle se pare, la gouvernance envisage l'acte politique comme un acte gestionnaire. Traduit en mots clairs, le discours tenu par ses partisans au sein de l'Union européenne peut se dire en ces termes : « Nous sommes riches,

nous avons la paix, l'histoire est finie, il ne nous reste plus qu'un éternel présent à gérer. »

Pour avoir une idée encore plus précise de ce qu'est la gouvernance, il n'est pas inutile de se rappeler qu'elle a été consacrée en France par un récent Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin. On a oublié que de 2002 à 2005 cet homme mélangeant paternalisme régional, techniques de vente et humanisme mou a dirigé la France. Beaucoup l'ont trouvé ridicule. Beaucoup l'ont moqué ou jugé dépassé par les événements. Pour autant, il faut lire son manifeste *Pour une nouvelle gouvernance*³. Le lecteur y apprend ébahi qu'aujourd'hui « le citoyen ne se contente plus de son rôle de consommateur : il veut être *actionnaire* de la chose publique. » Portrait du citoyen en expert-comptable, donc. Monsieur Raffarin livre par la suite son analyse de l'échec du gouvernement Juppé : « il me semble que le principal problème se trouve dans le fonctionnement hiérarchique qui a été préféré au *management* en réseau : ce mode d'organisation a conduit le Premier ministre à se trouver surexposé au cœur de plusieurs crises. » Nous apprenons ainsi que l'erreur d'Alain Juppé a été de se juger responsable de l'échec de son gouvernement. Tirant les leçons de cet échec, la stratégie Raffarin a consisté à donner le sentiment que le Premier ministre n'était pas le premier responsable de la politique de son propre gouvernement, mais un acteur parmi d'autres d'un réseau de relations. Jean-Pierre Raffarin fut en effet bien plus le Premier gestionnaire de France qu'un quelconque Premier ministre.

Que nous apprend ce bref parcours dans le monde merveilleux de la gouvernance ?

Le discours de la gouvernance opère le recouvrement du concept de « gouvernement ». Or ce concept avait l'immense avantage de désigner à la fois une forme du pouvoir et la manière de l'exercer. En démocratie, le gouvernement répond de l'exercice de son pouvoir devant le Parlement et en dernier ressort devant l'électeur. Si la gouvernance est bien une manière de gouverner, elle est désincarnée, sans lieu et sans espace politique. Elle consacre la mort de l'exercice *politique* du pouvoir.

De structure, la gouvernance s'immunise contre toute critique politique. En se séparant de Platon, d'Aristote, de Machiavel, de Hobbes ou de Rousseau, le sujet qui décide d'entrer dans le discours de la gouvernance abandonne son existence politique. Entrer dans la gouvernance, c'est entrer dans la politique des choses mise au jour par Jean-Claude Milner. Une politique qui « veut que les choses décident à la place des hommes »⁴, une politique qui use des mots de l'ancien monde : « démo-

cratie, responsabilité, liberté », en les vidant de leur matérialité. La tâche qui nous incombe dès lors est de résister à ces discours et à ces pratiques qui nous préparent le pire.

> intérieur

1_ Philippe Moreau Defarges, *La Gouvernance*, Paris, P.U.F, 2003, p. 35.

2_ Pascal Lamy, *La Démocratie-monde, Pour une autre gouvernance globale*, Paris, La république des Idées, Seuil, 2004, p. 19.

3_ Jean-Pierre Raffarin, *Pour une nouvelle gouvernance*, Paris, Érès, 2002.

4_ Jean-Claude Milner, *La République des choses*, Paris, Seuil, 2005, p. 20.

N'EST PAS *QUEER* QUI VEUT !

par Aurélie Pfauwadel

« *Queer* » est l'adjectif à la mode de cette dernière décennie. Devenu quasiment synonyme de « branché », on dit « c'est *queer* ! », comme on disait dans le temps « c'est *cool* ! », ou « c'est *in* ! » pour les moins ringards d'entre nous. Mais *queer*, c'est beaucoup plus chic et sulfureux. Un mot américain, au parfum de scandale et de transgression, et le tour est joué : le signifiant *queer* est passé dans la langue française tel quel, et sert à désigner tout ce qui paraît un peu extravagant. Des manifestations artistiques d'avant-garde, aux modes de vie subculturels, il suffit, à la limite, d'enfiler une paire de chaussures légèrement exubérantes pour être *queer*.

L'émission à succès de TF1 « *Queer, cinq experts dans le vent* », dans laquelle des experts en branchitude relookaient une brochette de *has been* à la dérive, a sans doute contribué à ce phénomène de mode. « Le *queer*, c'est tendance », la preuve en est que le signifiant *queer* est devenu un argument commercial – de nature à rendre notre cerveau entièrement disponible. Et les plus chanceux, ceux qui ont le câble, auront même pu jeter un coup d'œil à l'excitante série américaine « *Queer as Folk* », qui narre la vie truculente de gays et lesbiennes à Pittsburgh.

Ceux-là, un peu mieux informés, penseront que *queer* est tout simplement un synonyme de gay et lesbienne. Et c'est là que la traduction devient indispensable : *queer*, ça veut dire « louche, bizarre ». Il s'agissait à l'origine d'une insulte, aussi injurieuse que « sale pédale » en français. C'est à la fin des années 80 que ce terme stigmatisant fut récupéré de manière affirmative par ceux-là mêmes qu'il servait à marginaliser. Cette réappropriation stratégique par les « anormaux » de tous horizons permit à l'époque une conception radicalement neuve des rapports entre luttes politiques et identités, ainsi que des formes de militantisme inédites jusqu'alors (*Act Up* ou *Queer Nation*).

Tous ceux qui sont exclus de la population « normale » (la bourgeoisie blanche hétérosexuelle) en raison de leur sexualité, de leur milieu, ou

de leur couleur, sont par définition *queer*, « anormaux ». Le mouvement *queer* cherchait au départ à s'écarter de l'identité communautaire gay et lesbienne et de ses revendications intégratrices afin de promouvoir un discours non-identitaire et anti-assimilationniste. Il finit par incarner une distance critique à l'endroit des contraintes normalisatrices en général.

Il est dommage de constater qu'à travers ces nombreux glissements de sens, l'utilisation du syntagme *queer* en français a perdu ses implications politiques d'origine, et se limite à étiqueter des clichés branchés. C'est dommage, parce que les luttes politiques *queer*, qui s'inspirent largement des analyses de Michel Foucault sur les « micro-pouvoirs », sont d'une inventivité précieuse. Et parce que derrière la vulgarisation appauvrissante du *queer*, les *queer and gender studies*, domaines de recherche si vivants aux États-Unis, ne connaissent qu'un faible écho en France¹.

Peut-être n'est-ce pas un hasard si le *queer* n'a connu que cette forme superficielle de fascination, et si le terme s'est vu embrigadé dans des logiques *fashion* et commerciales. C'est le jeu des retournements et la polyvalence tactique des discours qui veulent ça : de même que les *queer* s'étaient appropriés un terme initialement stigmatisant, de même, leur bannière fut récupérée par le discours de la consommation et des loisirs.

Mais cette récupération normative de la subversion *queer* s'explique sans doute aussi par ce qu'il y a, dans le fond, de réellement normatif dans le discours *queer*, à savoir la vision d'une sexualité maîtrisable à volonté. À travers ces multiples glissements de sens, un élément qui appartient originellement au mouvement *queer* demeure en effet, qui peut rendre compte du devenir de ce terme : la façon dont les *queer* articulent *sexualité* et *politique*.

Que la sexualité ne relève pas seulement de la sphère intime et privée, et se trouve prise dans de multiples réseaux de pouvoir, cela paraît clair, si l'on pense avec Michel Foucault qu'elle se trouve au cœur du « bio-pouvoir » caractéristique de notre époque. La crise du sida l'atteste suffisamment – mais pensons aussi aux législations et politiques démographiques qui la visent, aux contrôles dont elle fait l'objet, ou au poids des normes sociales. Qu'on le veuille ou non, certains enjeux sociaux sont irréductiblement politiques et sexuels.

Le mouvement *queer* dépasse ce simple constat d'intrication et insiste sur la signification politique des pratiques sexuelles elles-mêmes. Dans la lignée de M. Foucault, certains théoriciens *queer* affirment que les pratiques sexuelles rejetées comme « hors normes » ou « déviantes » peuvent être considérées comme des techniques de résistance à l'encontre des dispositifs de normalisation sexuelle (l'hétéronormativité,

l'imposition d'identités sexuelles, la génitalisation obligatoire du plaisir). Le corps et les plaisirs sont conçus comme foyers de luttes politiques. Le *queer sex* dispose d'un potentiel transformateur, à partir duquel il est possible d'éprouver de nouveaux plaisirs, d'élaborer des relations inédites entre les individus, et d'inventer des processus culturels et politiques subversifs.

Dans sa lutte contre les identités sexuelles, le mouvement *queer* récuse l'idée que les pratiques sexuelles et les plaisirs puissent être catalogués selon des catégories psychologiques ou supposées psychanalytiques (« le » pervers, « le » fétichiste, « le » masochiste...) ou constituer l'expression d'un désir inconscient. Ni causalité psychique, ni explication théorique : les diverses pratiques sexuelles sont à la disposition de tous. Chacun peut *user* de sa sexualité de façon à la fois ludique et stratégique, selon le contexte social et historique.

C'est sans doute là ce qui plaît tant dans le *queer*, mais qui explique aussi la récupération finalement assez pauvre que nous évoquions : cette conception libre et ludique de la sexualité.

Que la sexualité n'ait rien de « naturel » et que les identités sexuelles relèvent pour une bonne part de l'imaginaire, certes. Qu'il faille dépsychologiser le plaisir, soit. Que les catégories cliniques, comme toutes catégories, ne rendent pas compte du réel singulier de la jouissance, sans aucun doute. Mais justement, s'il convient d'être attentif au réel de la jouissance singulière, en quoi réside un point de vue anti-normatif quelque peu conséquent, alors une objection s'impose : la jouissance sexuelle et ses modalités ne sont pas à la disposition consciente du sujet² ! Et la conception *queer* d'une sexualité plastique est en réalité porteuse de la norme utopique, censée valoir pour tous, d'une jouissance nomade et malléable à merci, par les vertus d'un savoir-jouir maître de son objet.

Le leitmotiv *queer* sur l'« invention » et l'« auto-crédation » révèle les points faibles de ce discours. Sa théorie de la sexualité est inconsidérément optimiste, étant dépourvue de toute dimension négative ou mortifère – ce qui est assez curieux pour un mouvement qui a vu le jour en pleine crise du sida. Et sa rhétorique de l'*usage* politique de la sexualité suppose la figure, pour le moins contestable, d'un sujet entièrement maître et possesseur de ses plaisirs.

En deçà de l'opposition entre les normes sociales excluant les sexualités déviantes et la revendication *queer* d'une sexualité débridée, on trouve donc un même présupposé à ces deux discours antithétiques : présupposé selon lequel on pourrait maîtriser librement sa sexualité et sa jouissance, que ce soit pour les réprimer ou les exalter.

Il ne s'agit certes pas de dire aux uns et aux autres comment ils doivent trouver bon ou non de résister aux normes sociales qui, réellement, les stigmatisent, mais sans doute n'est-on pas aussi libre de « politiser sa sexualité » que d'aller acheter cette fameuse paire de chaussures extravagantes !

> intérieur

1_ La « théorie » *queer* est par définition très hétérogène. Ses théoriciens les plus connus sont : J. Butler, P. Califia, M. Foucault (comme inspirateur), T. de Lauretis, G. Rubin, E. Sedwick, M. Wittig. Au sujet du *queer*, voir aussi : *Homos*, de L. Bersani, *Saint-Foucault* de D. Halperin, *Théorie queer et psychanalyse*, de J. Saez.

2_ Entre naturalisme et constructionnisme *queer*, une troisième voie s'impose pour penser la sexualité : celle qui tient compte du « réel » de la jouissance.

POLITIQUE DE L'AFFECT

Par Deborah Gutermann

La version 2006 de l'université d'été socialiste de la Rochelle aura au moins eu pour mérite, à défaut d'avoir fait taire les divisions au sein du parti, de procurer à Lionel Jospin sa plus grande ovation depuis son retrait de la vie politique, annoncé au lendemain du scrutin malheureux du 21 avril 2002. Ému par l'interpellation d'une militante aux accents naïfs : « Camarade, pourquoi es-tu parti ? », les yeux du vaincu s'embuent et le politicien incarne l'oubli de lui-même dans la retenue, les larmes échappées aussitôt ravalées. Stratégie politique goûtée par les monarques au moment du lit de justice, l'usage des larmes revêtait l'allure d'un rituel qui ajoutait à la grandeur tout autant qu'à la sacralité de la personne royale. Tombée en désuétude à mesure que le domaine d'expression lacrymale s'est circonscrit à l'intime, cette stratégie se voit ici remise à l'honneur, mais, inconsciemment, à corps défendant. Les larmes ne sont plus les agents de la mythification du pouvoir, mais de sa démystification. Monsieur Jospin est comme tout le monde, il a ses faiblesses, ses douleurs et ses aigreurs. L'effet d'empathie fonctionne à plein dans le trompe-l'œil de la sincérité, il humanise l'homme politique qui brade sa responsabilité pour endosser l'habit de la victime.

Partie prenante d'une politique de spectacle, l'instrumentalisation des larmes participe de ce que l'on pourrait aussi nommer une politique de l'affect. Celle-ci vise le cœur du spectateur plutôt que son intellect et choisit la séduction plutôt que la persuasion. Elle use à cet effet de tout l'arsenal du sensible, du pathétique au putassier, de l'émotion au dégoût en misant sur le désir d'identification de l'amateur de spectacle. Laurent Fabius a ainsi déclaré à la presse avoir vu les larmes de son camarade retransmises à la télévision et avoir trouvé cela « émouvant ». Il a illustré ensuite, à Lens, comment le processus d'identification produit l'imitation, en usant à son tour de cet artifice sincère lorsqu'il a plaidé sa cause de candidat, la voix étranglée par la montée d'un sanglot.

La politique de l'affect ne se limite pas à cette recrudescence de larmes. Elle s'incarne encore dans le décorum des rencontres politiques, à l'image de l'ambiance qui a régné lors de l'université d'été de l'U.M.P.

Nicolas Sarkozy qui ne souffre pas de voir sa virilité écorchée par un excès de sensibilité décide de se tourner vers la « jeunesse » de son parti. Il l'exhorte à coups d'exemples historiques à ne « laisser personne [lui] voler [ses] rêves », sur le rythme énergique d'un disque de variétés : *L'envie d'avoir envie*. Un refrain qui en dit long sur ce à quoi doivent rêver les jeunes gens : le rien. Un leurre qui nous répète en substance ce que, fut un temps, l'autre chantait sans craindre la tautologie : *Noir c'est noir, il n'y a plus d'espoir*. À l'évidence le noir est bien noir, et en guise d'espoir, il ne reste qu'à parler pour parler, agir pour agir, en excluant le but que doit viser l'acte, la cible vers laquelle doit tendre tout désir, toute action si elle ne veut pas directement foncer dans le mur. Ici la parole politique vide est symbolisée non pas par le silence de l'image mais par le spectacle bruyant et avilissant du bal populiste dirigé par un guide charismatique. La communion de la foule galvanisée par l'appel à *avancer vers l'avant* pousse à l'extrême la logique publicitaire de la politique. Un spot avec slogan unique défile devant les yeux du peuple : l'hymne touche la corde sensible, en boucle. Les lecteurs assidus des journaux n'en ont que les échos lointains, les téléspectateurs la primeur, le bruit et l'image en apanages. Il ne leur reste plus à choisir, au sein de ces représentations pauvrement stylisées, qu'entre le chagrin et la pitié.

> intérieur

Au même moment, Bernadette et Jacques Chirac, au cinéma, pris dans le drame d'*Indigènes*, prennent conscience des injustices du système colonial. Ils décident d'agir en faveur des combattants d'Afrique du Nord spoliés. Ce que des dizaines d'années de militantisme n'avaient pas réussi à obtenir, le spectacle peut l'emporter.

SATIÉTÉ ET DÉSIR

Par Damien Guyonnet

Dans un remarquable ouvrage traduit récemment en français, *À satiété*¹, Sylvère Lotringer, professeur de littérature et de philosophie à Columbia University, mais aussi et surtout solide défenseur de la *French Theory*, nous dépeint des pratiques à l'œuvre aux Etats-Unis concernant le traitement des délinquants sexuels². Le but de ces thérapies est de faire disparaître chez le sujet « déviant » – étymologiquement celui qui s'écarte de la norme, du droit chemin, de la direction prescrite – ses schémas d'excitation et ses pulsions perverses, afin idéalement de remplacer ses fantasmes par d'autres plus consensuels. L'intégralité de la thérapie dure trente semaines. Y viennent principalement des pédophiles, des violeurs, des sadiques, mais aussi des individus manifestant des comportements gênants, comme des voyeuristes et des exhibitionnistes. Ces personnes sont censées être toujours consentantes (*sic*), mais elles sont en réalité contraintes, suite à de sérieux problèmes avec la justice ou tout simplement à cause d'une pression familiale.

Une méthode objective et pragmatique

C'est la verbalisation répétée de *scenarii* avec description détaillée de scènes appelées « fantasmes déviants », dûment sélectionnés et enrichis avec le médecin, leur incessante écoute sur magnétophone à domicile, ou encore la vision de diapositives, le tout associé à une masturbation elle aussi intensive, jusqu'à épuisement, qui doivent provoquer un écœurement, un effet de saturation. Puisqu'une pensée égale une pulsion, il faut trouver l'élément du fantasme le plus excitant et le plus déviant, le répéter « à l'infini » pour mener le sujet à satiété. Que cela devienne monotone et inintéressant.

Puisque la sexualité n'est qu'un champ de comportements observables et quantifiables à l'aide d'instruments, ces « soignants » ont recours à un matériel spécifique pour mesurer les effets de l'opération. Par exemple, ils disposent d'un *pléthysmographe*, tube en plastique rempli de mercure et relié à une jauge qui enregistre la pression pénienne. À telle pen-

sée correspond tel désir qui provoque telle réaction. Le tour est joué. Ils peuvent ainsi mesurer et rectifier. Et pour les femmes, me direz-vous ? Ce sont les grandes absentes de ces pratiques...

Un chirurgien des thérapies cognitivo-comportementalistes

À première vue, il est difficile d'assimiler ces apprentis sorciers aux partisans des thérapies par aversion, celles que l'on voyait à l'œuvre dans *Orange mécanique*. Car le plaisir n'est plus associé à la punition ni par conséquent à la douleur. Ainsi, une autre figure du bourreau se dessine à travers cette thérapie comportementaliste *a priori* non coercitive, qui s'adresse à des individus qui ne se plaignent de rien. Comme tout un chacun, ils ne souffrent pas de leurs fantasmes ! Et nous retrouvons alors les mêmes postulats que dans toute pratique de déconditionnement avec observation et évaluation dans le seul but de re-formater la personne.

> intérieur

Encore

Afin d'obtenir chez le sujet un rejet de sa sexualité, on pousse à l'excès et on pousse au vice, sans aucune honte, mais surtout sans aucune pudeur, cette « réserve d'ombre », ce « savoir-faire dans l'obscurité » comme dit Sollers. Ce n'est pas une parole d'aveu qui est attendue, mais une parfaite lisibilité de l'objet d'excitation. Dès lors, cette expérience ne peut être exempte d'un certain gain de jouissance, tant pour le cobaye qui livre toujours plus ses fantasmagories, que pour l'examineur, cet Autre « voyeur » impudique qui en récolte la semence.

No sex

Le renoncement au désir sexuel peut prendre d'autres formes, apparemment plus assumées. Depuis quelques décennies, on assiste à l'émergence flagrante de communautés d'individus partageant une même modalité de jouissance, bien souvent dite « atypique ». En retour, chacun des membres hérite d'une reconnaissance, et donc d'une identité. Ces dernières années, une nouvelle communauté a vu le jour, celle dite du *No sex*, dont chacun des adhérents revendique un rejet de la sexualité. Il est important de noter que ce mouvement ne résulte pas d'une réaction à une exclusion. C'est d'abstinence sexuelle comme nouvelle « modalité de jouissance » qu'il s'agit. David Jay, jeune américain de 23 ans et principal porte-parole au sein de l'*Asexual Visibility and Education Network*,

déclare : « Le sexe n'est pas indispensable. Sans sexe, la vie ne perd pas son sens »³. Ces abstinentes, généralement d'une trentaine d'années, pour lesquels la sexualité est devenue un totem, disent tout de même pouvoir ressentir des attractions « émotionnelles ». Ainsi l'amour n'est pas banni, tout juste disjoint du courant sensuel. Dès lors, si tel homme a une érection, ce n'est pas considéré comme un désir nous dit David Jay : « C'est juste quelque chose qui arrive à votre corps ! » Bien sûr, nous ne sommes pas dupes de l'hétérogénéité de cette communauté, où se regroupent toutes sortes de sujets pour lesquels la rencontre sexuelle ne va pas de soi. Mais il n'empêche qu'un nouveau discours sur le corps s'y fait entendre.

Extinction du désir

Il est tout de même significatif que ce choix pour l'abstinence sexuelle aboutisse au même résultat que celui obtenu par les thérapies qui promeuvent la satiété comme remède à la perversion. Tous deux recherchent une extinction du désir afin que le sujet demeure au seuil le plus bas de toute tension dans une sorte de retour à l'inanimé. Seulement, tout ne peut pas s'éteindre ou se décharger. Et Priape de se retourner dans sa tombe face à cette « retombée de l'aile » généralisée, ou bien encore le peu orthodoxe Kinsey – auteur d'un célèbre rapport sur le comportement sexuel de la femme – de revendiquer désespérément le droit à l'orgasme !

Notre époque

Les pratiques comportementalistes luttant contre les déviants sexuels entrent en concordance avec le mode de traitement de la sexualité dans notre société postmoderne. On n'interdit pas explicitement, on encourage à jouir. C'est notre nouvelle punition, mais pour quelle libération ? Jouir n'est pas « désirer », bien au contraire, voyez le désenchantement qui suivit Mai 68.

Il y a certes un parallèle à faire entre la perversion du traitement et l'obscénité à l'œuvre dans la modernité, soulevé d'ailleurs par Sylvère Lotringer, mais insistons surtout sur leurs effets : on expose, on exhibe ce qui nous fait jouir. Cela implique *ipso facto*, pour l'être parlant, un rapport déréglé avec son corps. Rappelons pour mémoire que cette question de l'usage du corps intéressait déjà les Grecs dont une des préoccupations essentielles était de lutter contre tout excès (associé au vice), toute intempérance, finalement toute dysharmonie. Par exemple Aristote, dans

L'Éthique à Nicomaque, évoque les plaisirs du corps de l'homme vertueux et ceux du pervers (qui sont bien sûr dans l'excès). Son projet consistait à faire passer les plaisirs corporels dans une juste mesure, celle qu'il faut. Ils devaient tendre, en toutes circonstances, vers le bien.

Maintenant, nous n'en sommes plus là ; c'est la jouissance qui est aux commandes, avec au moins deux conséquences : un appel à une nouvelle régulation par un Autre qui interdit, qui impose un ordre « juste » et qui légifère à outrance, mais aussi une « panne » du désir, qui provoque une extension de l'affect de tristesse – appelé aujourd'hui *fatigue d'être soi* ou *dépression* – et surtout de l'ennui (*in-odium*, signifiant abattement profond), cette passion de l'âme que l'auteur des *Fleurs du mal* nomme « monstre délicat » et situe « dans la ménagerie infâme de nos vices ».

> intérieur

1_ Son livre est sorti aux États-Unis en 1988 sous le titre *Overexposed* (surexposés). Il est le fruit de près de cinq années passées au sein d'une clinique de sexologie de Chicago.

2_ L'invention de ces thérapies date de la fin des années 50 en Tchécoslovaquie, puis elles débarquent outre-Atlantique, d'abord pour soigner les dysfonctionnements sexuels (Bill Marshall), puis pour lutter contre les agresseurs sexuels.

3_ Interview donnée au journal *Libération* le 5 août 2006.

> *Le Pense-bête*

CROYONS-NOUS ENCORE À LA LITTÉRATURE ?

>> par Dan J. Arbib

Pour V. et M.

On a donné dernièrement à Paris *L'illusion comique*, de Corneille. Il s'y agit d'une histoire de disparition et de magie, où les temps et les personnages se mêlent en une valse étourdissante, pour finir dans l'ultime révélation : nous étions au théâtre ! Et voici qu'alors les comédiens de chair et de sang appartiennent à notre monde, comme la mouche des tableaux italiens ; entre eux et nous, plus rien : que la distance de quelques fauteuils, la hauteur de quelques marches. Et pourtant, sur le point de se résigner, l'enchantement s'entête, nos jambes peinent à toucher la terre ferme : nous voudrions encore y croire ! Loin de vouloir souiller le rêve par le prosaïsme de

notre monde, nous voudrions être emportés dans la féerie, juste un peu, une dernière fois... Mais voilà, on rallume les lumières, et, sur les planches, venue de derrière le décor, une idole contrefait la déesse, dit s'appeler Vérité, et nous invite avec arrogance à sortir. L'imagination fait un suprême effort, puis abdique.

Se plaire à prendre pour vrai ce que l'on sait être faux, telle est l'essence du baroque. Là, nul désir de percer le moindre secret, nulle curiosité : on pleure, on rit, le cœur nous manque, on s'étonne. Pour le spectateur, il n'existe pas de théâtre à machines, seuls existent des effets. Bonheur de croire que cela est vrai quand nous savons que cela est faux ! Bonheur de s'obstiner à être *ravis* lors même que la raison n'y voit que feintise ! Mais cet abandon à la feintise, ce délaissement consenti de la raison, voilà ce dont le XVII^e siècle se jouait, et qu'il nommait *illusion*. En cela, le baroque est l'essence de la littérature, que le théâtre ne fait que mettre en scène : le Dom Juan de Molière nous paie en monnaie de singe et, cyniquement, nous l'avoue ; nous, nous le croyons, et nous acceptons sa monnaie ! Tout se joue là ; je vous mens, vous le savez, mais vous vous obstinez à me croire. Le grand siècle, une fois encore, avait touché juste : la littérature, c'est le mensonge que l'humanité se

donne à elle-même en spectacle ; et quel mensonge ! Le mensonge par lequel elle se donne *elle-même* en spectacle.

Vivons-nous une époque baroque ? Ou, ce qui revient au même : vivons-nous une époque *littéraire* ? Il y a peu d'apparence que les succès de chaque « rentrée littéraire » aient quelque chose à voir avec le problème. Non : car si le baroque donnait au faux les allures du vrai, nous nous plairions à trouver au vrai les allures du faux. Le baroque était l'ère de l'illusion, nous sommes à l'ère du soupçon. L'homme contemporain ne veut pas s'en laisser accroire : partout, il fait le malin et proclame haut et fort qu'il ne s'en laissera pas conter. Les spectateurs de Corneille acceptaient de se raconter des histoires : par elles, ils consentaient à être pris, charmés. Avec l'élégance de ceux qui savent céder aux paradis artificiels, ils sauvaient et le mensonge et le menteur, au lieu que nous, tendus et raides comme un trait qui fait un trou dans l'eau, toute sagacité bandée, nous avons depuis longtemps déjà déserté toute noblesse : le mensonge, non plus que le menteur, ne trouvera plus grâce à nos yeux. L'ère du soupçon, c'est l'ère de la littérature impossible. Il y a des cours de littérature où un monsieur très savant vous enseigne que la littérature n'est qu'une entreprise

bien aboutie de séduction et de persuasion ; mise en œuvre, patiente et codifiée, de clichés et de procédés ; bref, que l'essence de la littérature est *rhétorique*. Telle est notre époque : le grammairien a remplacé l'écrivain, Boileau a détrôné Racine. Partout on décèle les ficelles.

Il existe un texte de Descartes où le philosophe au théâtre nous confie son impatience de spectateur et son désir d'aller percer les secrets des coulisses. Peut-être sommes-nous tous des enfants de Descartes en ce point ; peut-être même ne nous eût-il point désavoués, lui qui, comme on sait, pleura beaucoup sa fille. Descartes est-il celui par qui le scandale arrive ? Peut-être. Mais Descartes aimait la poésie ; il se fût souvenu que sa mission lui fut révélée en rêve par les vers du Poète ; et surtout, il nous aurait dépeint à nouveau l'homme généreux, celui qui s'aime assez lui-même pour estimer autrui par estime de soi. Cette leçon n'eût point été inutile, car il faut que notre époque ne s'aime point trop pour être si procédurière ; on ignore néanmoins si elle eût été entendue : il y a peu, un homme, à qui (on peine à le croire) la nation avait cru bon de confier rien de moins que l'Éducation nationale, traitait publiquement Descartes d'imposteur. Dernièrement encore, un Prix Nobel de littérature déchaînait la cu-

rée : que le dîner ait été appétissant et bien servi, nous ne le contestons pas – mais aussi comme nous avons faim ! Eh quoi ? Il fallait bien être *iconoclaste* !

La modernité a des airs de censeur ; elle corrige, évalue, piste, traque, fouille ; elle a du nez. Ouverte, la traque de l'arnaque : l'homme contemporain, c'est le demi habile, celui qui craint qu'on le prenne pour un imbécile ; à lui, au moins, on ne la fait pas : on ne se jouera pas de lui. Nous vivons l'époque du baroque renversé, du *contre-baroque*. Le héros baroque par excellence, c'était le chevalier ; notre époque, elle, célèbre les justiciers – et nos enfants, qui n'ont plus l'âme chevaleresque, ont l'esprit journalistique.

Notre époque n'aime point les mythes : partout elle *démythifie*. Pardessus tout, elle se plaît aux tribunaux : rien ne l'amuse tant que les grandes scènes d'aveux et le réquisitoire du Procureur général. Il lui faut du soupçon, il lui faut une terre, si possible fangeuse, à creuser et à remuer en tous sens ; il lui faut atteindre les profondeurs que l'apparence lui dérobe à coup sûr en un mensonge éhonté : car elle hait le superficiel. De là vient qu'elle aime le scandale ; elle s'en repaît, elle s'y vautre, comme de ce qu'elle nomme

CROYONS-NOUS ENCORE À LA
LITTÉRATURE ?
Dan J. Arbib

24

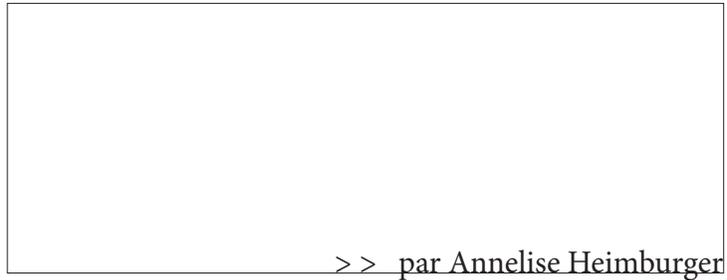
la franchise. Elle n'aime pas tant la Vérité qu'elle sacrifie à l'idole de la Véracité. Alors, oui, évidemment, elle déteste la littérature, et d'une haine profonde, implacable, viscérale.

Notre époque dit *non*. Et si, comme disait l'autre, le signe du *oui* est d'un homme qui s'endort, notre époque ne fait plus aucun rêve.

> intérieur

> *La théâtrale*

LE THÉÂTRE D'EDWARD BOND : DES HISTOIRES DE NOTRE TEMPS



>> par Annelise Heimburger

Dominique Valadié, comédienne et professeur au Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, s'entretient avec nous du théâtre d'Edward Bond. Elle jouera bientôt dans Naître d'Edward Bond, pièce mise en scène par Alain Françon au Théâtre de La Colline du 24 novembre au 22 décembre 2006.

Annelise Heimburger : Voilà désormais plus de dix ans que le metteur en scène Alain Françon monte des pièces d'Edward Bond, et vous faites partie de cette aventure en tant qu'interprète. C'est un long partenariat maintenant : quel effet cela fait de jouer et de côtoyer Bond ?

Dominique Valadié : C'est une longue histoire qui a débuté pour moi avec *Pièces de Guerre* qu'avait montées Alain Françon. Alain Françon et mes camarades de théâtre étaient passionnés et changés par ce travail qui a duré près d'une année. Un travail de pionnier, de recherche, sur un auteur nouveau qui leur était presque étranger¹.

> intérieur

Juste après les *Pièces de guerre*, Alain Françon a monté *La Mouette* de Tchekhov sous l'éclairage de Bond avec des acteurs qui arrivaient après « Auschwitz et la bombe atomique ». Lors de cette création, j'avais à tâtons, j'observais énormément mes camarades qui avaient joué *Pièces de guerre*. J'avais joué le personnage de Macha dans la très belle version d'Antoine Vitez, mais cette deuxième version de *La Mouette* m'a rendue à ma modernité. Je trouvais cette nouvelle expérience extraordinaire parce qu'il y avait des perspectives de liberté qui s'ouvraient : on ne jouait pas pour faire la énième *Mouette*, mais il était nécessaire de le dire au présent et de faire entendre ça. Il y avait vraiment une nouvelle écoute.

C'était ça le théâtre que je voulais faire à 17 ans. C'était ça mon idée du théâtre. La chance, c'est de le rencontrer ! Edward Bond, je le vois comme s'il avait une troupe monumentale dans chaque pays du monde. C'est un immense chef de troupe qui connaît très bien l'art de l'acteur. On peut se fier à lui pour les indications.

A. H. : J'ai vu *Chaise* au théâtre de La Colline et je vous ai vue l'an passé dans *Si ce n'est toi*. À mon retour du théâtre, j'ai continué d'avoir un regard poétique sur ce qui m'entourait. C'est un peu flou comme tournure, mais la réalité m'est appa-

re avec nettement plus de relief, de façon beaucoup plus distincte. Mon regard était moins blasé : « C'est par l'imagination que la réalité m'est ainsi apparue dans sa violence » dit Bond. Cet imaginaire dramatique que crée Bond suscite une nouvelle posture humaine. Comment pouvez-vous en rendre compte ?

D. V. : C'est ce qu'il dit sur les acteurs et sur la fonction du théâtre qui est extrêmement revitalisant : « Il nous faut comprendre ce que c'est que *faire* du théâtre : son origine en nous et dans la société. [...] Ce qu'on appelle le théâtre peut – par fantaisie – agir comme si un cercle était un carré. Quand on *fait* du théâtre, ce n'est pas possible – mais si nous ne faisons pas de théâtre, c'est nous qui ne pourrions pas changer. [...] Ce qu'on appelle le théâtre ne connaît pas la logique de l'imagination – il est aléatoire, avance en prenant ses désirs pour des réalités et rêve d'évasion. La logique de l'imagination est exprimée quand on *fait* du théâtre. En fait, c'est *elle* le théâtre. »² Quand je parle du rôle qui m'est imparti dans *Naître*, et de l'acte V qui est à revoir, ça a trait à la logique de l'imagination. C'est un théâtre concret, d'accord, mais quand Bond entre dans ses grandes visions, quand il t'emmène avec un manteau à cuillères, quand tu te mets à donner à bouffer à des morts – ce que je fais dans *Naître* – il faut

être à la hauteur de cet imaginaire-là. Ce n'est pas une vision qu'il crée pour faire beau ou pour choquer, c'est absolument incontournable pour lui. « Cette vérité [celle de la logique de l'imagination] révèle des faits étranges, qu'on peut exprimer de façon étrange. Paradoxalement, leur étrangeté les rend évidents et simples. Une tasse a une poignée. Si je vous tends une tasse, vous ne remarquerez pas la poignée. Si je vous tends une tasse avec une centaine de poignées, vous vous rendrez compte de ce qu'est une « poignée » – et que ces poignées sont extraordinaires. [...] La poignée peut faire apparaître des questions de vie ou de mort. » Quelle conception de l'imaginaire !

Comme c'est convenu, la parole ! Je pense aux comiques, je les entends faire des interventions comiques. Comme c'est convenu, comparé à une image-apparition comme le manteau à cuillères. Parce que quand tu entres avec un manteau à cuillères, les gens rient d'abord, c'est la première chose, et après tu as tous les commentaires : « Ce que je n'ai pas compris c'est le manteau à cuillères... » Je ne peux pas dire « ça veut dire ça ». Le théâtre n'enseigne pas des choses univoques. Il y a des théâtres qui proposent des choses mortes bien sûr, mais ce n'est pas le cas du théâtre de Bond. Il démuselle.

A. H. : C'est très gai aussi

malgré les trames violentes, non ? Vous parliez des comiques... Que dites-vous de l'a priori qui vise le théâtre de Bond, parfois jugé triste, compliqué ?

D. V. : C'est très gai, c'est un jeu de décrypter les images. C'est souvent très drôle, mais il peut arriver qu'on passe à côté. Pour *Naître*, le texte me fait rire à la lecture. Je le fais, il n'est pas drôle. La mesure est difficile à trouver. « Comique », le mot me semble galvaudé. Il y a une telle tendresse et une telle naïveté chez ces personnages, ils sont tellement pleins à l'endroit de leur certitude, c'est ça qui provoquerait un certain comique. La situation dramatique est poussée par Bond au bout du bout. Le spectateur se reconnaît auprès de ces personnages qui vont tranquillement droit dans le mur. Il n'y a pas de cynisme, c'est ça qui produit de la légèreté. Ils poussent leurs idées à l'extrême.

Le spectateur a une responsabilité aussi. Il n'y a pas de raison non plus d'attendre qu'on nous serve les choses sur un plateau et que ce soit absolument compréhensible. Je connais des gens de théâtre qui disent que Bond n'est pas leur tasse de thé. J'en suis toujours surprise. Ça mériterait qu'on y revienne.

Certes, il y a la formation de l'acteur, mais il y a aussi la formation du spectateur. Le théâtre montre bien

qu'il y a une place assignée à ceux qui regardent et une autre à ceux qui jouent.

A. H. : Ça vous change, le théâtre de Bond ?

D. V. : Ça me change... C'est-à-dire que c'est ma vie maintenant. Il y a le rêve d'un monde possible avec le théâtre. Je me pose la question « pourquoi j'enseigne ? » Ça n'a pas toujours été facile, mais je travaille beaucoup sur la façon de *faire* du théâtre. C'est bien sûr une chance de travailler dans une école comme le Conservatoire et d'être dans un entraînement perpétuel. Que peut-on rêver de mieux ? Mais c'est aussi le rêve d'un monde possible. J'aime beaucoup comment Bond parle de *faire du théâtre*, parce qu'on sent bien dans la façon dont il en parle, dont il le défend et dont il l'écrit, que le théâtre est en danger.

> intérieur

1_ Alain Françon avait déjà monté *La Compagnie des Hommes* en 1992.

2_ Dominique Valadié s'appuie sur des propos d'Edward Bond (« Freedom and drama », in *Baccalauréat Théâtre*, Paris, scérèn, 2006, p. 9-20).

L'AIR DU TEMPS

par Anaëlle Lebovits

Pour C. et P.

Ce matin, comme tous les autres, je mets la machine à café en marche et descends deux étages. Paris s'éveille, s'agite et le brouhaha d'une journée qui s'amorce plane déjà sur la ville. L'odeur des viennoiseries flatte mes narines. Les fumées âcres des gaz d'échappement envahissent la place, circulent dans l'air. Les vacances sont derrière nous. J'approche du kiosque. Une odeur d'encre et de papier. Celle de la rue lui cède la place. S'y mêle subrepticement, insidieusement, un parfum que je ne sentais plus. Non pas qu'il n'existât point avant ce matin, mais j'y étais accoutumée. Je demande. Ce parfum, me répond-on, s'appelle pacifisme. Je connais pourtant l'odeur du pacifisme, et celle-ci n'en a pas la subtilité ! Mon interlocuteur m'enseigne : ce pacifisme-là est d'une espèce particulière, il est plus tenace que celui auquel nous étions accoutumés.

Telle l'odeur de l'opium, qui flotte dans les bouges d'Extrême-Orient et endort celui qui s'y délasse, celle-là est envoûtante. Les saveurs capiteuses de ce nouveau pacifisme, elles aussi vous endormiraient. Ce matin, je résiste, cède encore un peu, sursaute et puis enfin, comme on se donne une claque, je me rappelle quelques évidences.

Au nom de l'autre

En marge du conflit les partisans de la paix perpétuelle peuvent bien considérer qu'ils font tout pour éviter le pire. Mais ne donnent-ils pas eux aussi une réponse qui, pour être muette ou presque, n'en est pas moins audible et porte à conséquence ? N'est-il pas vrai, comme l'indiquait Lacan, qu'« il n'est pas de parole sans réponse, même silencieuse, pourvu seulement qu'elle ait un auditeur » ? Et difficile de voir la guerre affleurer quand on se dote d'une stratégie consistant à ne rien risquer de crainte

d'avoir à revêtir l'uniforme.

Les partisans d'un dialogue inconditionnel traitent avec leur interlocuteur en supposant qu'une loi de réciprocité absolue régit le rapport à l'autre¹. Ils jugent en effet que tant qu'on consent à négocier, l'autre y consent à son tour. Ils savent que l'attaque produit nécessairement la riposte, et supposent que l'on n'est attaqué qu'à susciter l'affrontement. Les rapports intersubjectifs se rabattent dans cette perspective sur celui qu'on entretient à sa propre image au miroir. De là à nier la singularité de l'Autre à qui on a à faire, il n'y a qu'un pas. Tout identifié qu'il est à l'autre, le forçat de la paix oublie donc de composer avec l'Autre. C'est peut-être de ce processus d'identification que témoignent ceux qui trouvent des circonstances atténuantes aux terroristes, celles sans doute qu'ils se trouveraient à eux-mêmes s'ils étaient dans le camp d'en face, puisqu'enfin, ils parlent au nom de l'autre.

Machine à calculer versus analyse politique

> extérieur

L'identification à l'autre engendre un calcul imparable. Le partisan de la négociation à satiété sait qu'il n'y a qu'une politique à mener qui garantisse la paix : ne rien faire, s'aplatir toujours plus, et respirer toujours moins fort nous y mènera sans doute triomphalement. Pourtant, c'est par paradoxe la foi en une analyse infaillible qui l'empêche de procéder à une analyse politique qui ferait cas de l'Autre. De même que le pessimiste affirme que les jeux sont déjà faits, l'inébranlable pacifiste rend l'acte impossible, parce qu'il sait d'avance quelle prière le mènera à la béatitude.

A contrario, l'angoisse est là où l'acte est encore possible : se préparer à la guerre est une perspective aussi accablante qu'est séduisante celle de ne jamais avoir à la faire. Car un acte peut toujours s'avérer mal calculé. Mais celui qui s'y essaie reprend à son compte la faille constitutive du savoir, faille qui appelle précisément l'action politique. Celui qui rompt la négociation devenue fictive, pour passer à l'acte, sait le risque qu'il prend. Mais c'est pour cette raison même, qu'il peut encore tenter un acte qui infléchisse le cours des événements. Tapi dans l'inaction, la maîtrise virtuelle des événements peut sembler actuelle. Le passage à l'action nous révèle le mirage par quoi notre certitude s'instituait.

Sans mise de ce qu'on ne peut sauver qu'à le risquer, pas d'acte. Bien des énergumènes, à leur façon particulière, promeuvent l'acte aujourd'hui : ils sont prêts à tout perdre pour gagner ce qu'ils veulent, tout et y compris leur vie. Alors, une question se pose : si l'Occident aime

la démocratie et la liberté – et comment les aimer autant que ceux-là les abhorrent ? – par quel moyen compte-t-il défendre les valeurs qui le fondent ?

Celui qui brade la paix espère peut-être que le monde changera sans son concours, que la fureur de ses ennemis s'apaisera d'elle-même, ou qu'il les y aidera par davantage de compréhension et de compassion. Mais n'est-ce pas là la politique de l'autruche, qui, la tête enfoncée dans le sable, se croit revêtue d'invisibilité cependant qu'elle se laisse tranquillement plumer le derrière ? Et si l'on ne peut nier que les temps modernes ont accouché de ceux qui haïssent nos valeurs héritées des Lumières, si on ne peut nier que l'Occident est en partie responsable de leur prolifération, c'est peut-être au premier chef en ce qu'il n'accuse pas réception de l'ampleur de cette haine. Alors jusqu'à quand repoussera-t-on les limites de l'intolérable ? Et jusqu'à quand jugera-t-on que les pays occidentaux qui réagissent à la menace sont seuls responsables des malheurs du monde ?

Une main de fer dans un gant de velours

Contrairement à ce qu'une lecture distraite de ces lignes pourrait laisser croire, comme les pacifistes nous voulons la paix. Mais la désirant aussi, nous tâchons d'en saisir les modalités : nous ne voulons ni de la *Pax Romana*, ni de la paix des cimetières. Certes, négocier est bien la meilleure alternative à la guerre, mais les conditions d'une négociation effective semblent manquer quand les limites servant de cadre aux négociations ou au *dialogue* de bon voisinage sont franchies sans produire d'effet manifeste.

Le diplomate tire sa force de ce qu'il est prêt à engager dans la partie. À ne pas prendre le risque de la guerre, le négociateur manque de persuasion. Ceux qui ont juré la perte de l'Occident – il y en a qui le disent, il y en a qui le mettent en acte – se tiennent pour dit que nombre d'Occidentaux sont prêts à bien des compromissions. Songeons que la Guerre froide ne le resta que parce qu'elle était prête à éclater ; en revanche, la politique par laquelle l'Europe occidentale s'endormait dans les années Trente la mena au désastre : « Vous avez choisi le déshonneur pour éviter la guerre ; vous aurez le déshonneur et la guerre », prophétisait Churchill après les accords de Munich. Ne doit-on pas en ce sens affirmer que l'on a la paix qu'à être prêt à la guerre ? *Si vis pacem, para bellum*. Et peut-on vraiment compter sur la parole donnée par nos interlocuteurs ? « Que vous êtes joli ! que vous me semblez beau ! / Sans mentir, [...] / Vous êtes

le phénix des hôtes de ces bois. » Si ce n'est pas déjà fait, lâcherons-nous le fromage ?

Nonobstant le désir de paix qu'ils arborent, les partisans d'une position pacifiste *ad vitam aeternam* préparent peut-être un affrontement plus franc que ceux qu'ils décrivent par ailleurs. Et peu importent les intentions sublimes dont se parent leurs discours, peu importe leur foi béate en l'autre. Nous saurons ce que nos stratèges désirent, aux conséquences qu'aura leur vision géopolitique. Espérons ainsi qu'ils sont aussi sourds qu'ils ont l'air de l'être. Espérons qu'ils ne visent pas – pas même inconsciemment – les effets que leur mollesse pourrait encore avoir, si l'on en croit certaines déclarations alarmantes ; et rien n'autorise l'optimisme : qui cède sur les mots, cède sur les choses, nous disait Freud. Espérons donc encore que nos pacifistes ne croient pas pouvoir calmer la bête en lui lâchant un os. Et quel os !

> extérieur

À être idéalement tapis dans une volonté immédiate de paix, ce ne sont pas les autres que nous leurrions, mais nous-mêmes. Dans cette entreprise, c'est peu dire que nous laissons seuls les résistants au totalitarisme. Les ennemis de la démocratie, de quelque bord qu'ils soient, prennent acte du mensonge dont nous nous faisons dupes. Et s'il n'y a probablement pas qu'une solution à apporter à la crise internationale que nous traversons, ne rien répondre à la menace semble bien périlleux. Pacifistes ! Encore un effort pour avoir la paix !

Mes considérations matinales me ramènent à la porte de l'immeuble. Le code composé, déjà la cage d'escalier exhale le parfum d'un rôti de veau Orloff. Madame Michu en prépare un tous les jeudis pour ses petits-enfants. Le café est prêt. La journée peut commencer.

1_ Dans un autre contexte, Jacques-Alain Miller démonte les mécanismes d'un tel rapport à l'autre, (« Politique lacanienne », *La Cause freudienne*, n°42, Paris, Seuil, 1999, p. 7-17). Cet article nous semble par ailleurs pouvoir éclairer les questions que nous traitons ici.

JAPON : VERS UNE NOUVELLE HISTOIRE ?

Par Daisuke Fukuda

« Vous ne me paraissez pas fort en Histoire. Il y a deux Histoires : l'Histoire officielle, menteuse qu'on enseigne, l'Histoire *ad usum Delphini* ; puis l'Histoire secrète, où sont les véritables causes des événements, une histoire honteuse »¹. Balzac

Le 15 août dernier, lors du 61^{ème} anniversaire de la fin de la guerre du Japon, le premier ministre Koizumi a visité officiellement le sanctuaire Yasukuni. Ce geste politique a suscité de vives réactions dans les pays proches. Non seulement en Chine et en Corée, mais aussi à Singapour et en Australie. Le premier ministre, bien qu'averti des probables contestations que susciterait son geste, entreprit pourtant cette visite. Celle-ci ne manqua pas de provoquer une montée des tensions entre le Japon et ses voisins. Nous considérons quant à nous ce « pèlerinage » de M. Koizumi comme révélateur d'un mouvement négationniste qui, pour être maintenant répandu au pays du soleil levant, pourrait avoir des conséquences fâcheuses.

Le sanctuaire Yasukuni

Inauguré par l'empereur Meiji en 1869 et situé au nord-est du palais impérial de Tokyo, le sanctuaire Yasukuni est un haut lieu de commémoration de ceux qui ont jadis « sacrifié leur vie pour la patrie ». Il n'est là ni pour sanctifier la famille impériale, ni pour honorer les dieux de la mythologie japonaise. Ce n'est donc pas un simple temple shintoïste. Pour la plupart des soldats du Japon impérial, le sanctuaire Yasukuni était avant tout un lieu unique, familier et familial, vers lequel ils « retour-

naient » après leur mort, même si leurs corps étaient condamnés à rester en terre étrangère. Les jeunes kamikazes se disaient juste avant leurs opérations suicidaires : « Nous nous reverrons à Yasukuni ! » Et leurs mères, ayant appris la mort de leurs fils, se rendaient au sanctuaire pour en « accueillir » les âmes. Ainsi, le sanctuaire Yasukuni constitue un lieu hautement symbolique pour tous les Japonais qui ont survécu à la Seconde Guerre Mondiale. M. Koizumi se fait l'écho de cette mémoire collective.

Le symbole de l'impérialisme japonais

Mais cette mémoire n'est nullement partagée par les victimes asiatiques des crimes commis par l'armée impériale japonaise. Pour eux, le sanctuaire Yasukuni n'est rien de moins qu'un symbole de l'idéologie ultranationaliste dans lequel se cristallisent l'impérialisme et le colonialisme du « grand empire Nippon ». En outre, y reposent ceux que la communauté internationale a considérés comme les « 14 grands criminels de guerre ». Contrairement aux Allemands, les Japonais n'ont pas encore assumé la responsabilité de leurs crimes. Les désastres d'Hiroshima et Nagasaki ont sans doute favorisé cet oubli. Il est d'ailleurs symptomatique que les Japonais n'aient pas même pensé à instaurer un lieu religieusement neutre pour commémorer les victimes de la guerre, comme ce fut le cas dans l'Allemagne de l'après-guerre. Par ce geste fort, M. Koizumi a témoigné de son mépris de l'Histoire. Mépris qui s'incarne aujourd'hui dans le négationnisme grandissant.

> extérieur

La puissance du négationnisme au Japon

Au Japon, le rejet de ce passé criminel est présent depuis toujours, mais nous assistons, pour la première fois, à son affirmation explicite. En plein essor depuis plus de dix ans par l'intermédiaire de bandes dessinées, les adeptes du négationnisme se multiplient. Ils soutiennent *mordicus* que le Japon a libéré les pays asiatiques sous le joug du colonialisme occidental, niant ainsi le massacre des civils perpétré par ce pays pendant la Seconde Guerre Mondiale. Cédant à cette tendance, certains universitaires et politiciens de droite ne cachent pas la nécessité d'inculquer l'esprit « patriotique » à la jeunesse. Or, selon eux, l'éducation d'après-guerre n'a cessé de culpabiliser les élèves, les empêchant d'aimer leur patrie. On assiste du coup aujourd'hui à une recrudescence de thèses négationnistes dans l'enseignement secondaire et supérieur. Elles s'y développent d'autant plus facilement que le niveau des exigences décroît. Ce

discours séduit à mesure que la suprématie japonaise est remise en cause par la crise économique et par la montée en puissance de la Chine. Dans ce contexte, le geste de M. Koizumi apparaît comme un acte patriotique. Il incarne la résistance face aux étrangers qui veulent imposer une conception « masochiste » de l'Histoire.

Le « plus-de-honte » chez la victime

Les négationnistes japonais affirment que l'« Histoire officielle », celle qui était enseignée, est « menteuse ». Selon eux, elle doit être réécrite et corrigée, puisque honteuse et culpabilisante. Ce nouveau silence produit pourtant une nouvelle honte : celle de la victime réelle, celle des habitants des pays d'Asie, qui ont souffert de l'expansionnisme nippon et connu autrefois tant d'humiliations. L'indécence des négationnistes japonais fait honte aux proches des victimes asiatiques. Le négationnisme s'avère être jacasserie éhontée des bourreaux finissant par se croire victimes. C'est justement cette capitalisation du plus-de-honte imposée aux victimes qui cause l'indignation larvée de la communauté asiatique. Les négationnistes japonais ne voulant rien savoir de leur passé ne manquent pas de ressusciter une haine éhontée chez leurs victimes. Elle vient supplanter la honte haineuse qui les affectait déjà.

La voix de l'empereur mort

Une petite note retrouvée au mois de juillet indique la répugnance qu'éprouvait l'empereur Hirohito à visiter le sanctuaire Yasukuni. Ce dernier s'opposait fermement à célébrer lesdits « 14 grands criminels de guerre ». Cette petite note de l'empereur, mort il y a 20 ans, a suffi à ébranler le gouvernement Koizumi et à animer le débat public autour du « pèlerinage » et de la réforme du statut du sanctuaire. Au moment où le chef d'État s'aveugle, la voix de l'Empereur retentit. À nier l'existence de l'autre, à refuser la honte que son regard seul pourrait sanctionner, le premier ministre japonais appelle la voix de l'Autre du royaume des morts. Quoi qu'il en soit, l'important est que les Japonais se saisissent de cette occasion pour repenser leur passé afin de faire leur travail de mémoire.

Écrire une nouvelle histoire

Ce travail concerne aussi la figure de l'empereur Hirohito. Il était le chef de l'Armée impériale expansionniste et le dieu vivant du culte shintoïste devenu religion d'État. Il était donc si vénéré que le quartier général allié fut obligé de lui épargner ses responsabilités criminelles lors de la défaite du Japon. Le remettre en cause reviendrait à mettre le doigt sur le point le plus sensible de l'histoire du peuple japonais. Mais pour affronter aujourd'hui les crimes commis par l'armée impériale et surtout écrire une nouvelle Histoire, il faudrait s'exposer au trou de mémoire dissimulé par l'image idéalisée de l'empereur. Tâche difficile certes, proche d'une création *ex nihilo*, mais absolument nécessaire pour l'avenir de l'Extrême-Orient. Espérons que le nouveau premier ministre Shinzô Abe² saura donner toutes ses chances à cet espoir de réconciliation et d'apaisement tant attendu par ses voisins.

> extérieur

1_ Honoré de Balzac, *Illusions perdues*, in *La Comédie humaine*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de Pléiade », 1976, t. V, p. 1020.

2_ Cf. à propos de M. Shinzô Abe, l'article d'Odile Benyahia-Kouider dans *Libération* (Mardi 26 septembre 2006) et aussi l'analyse "Japan's resurgent nationalism has global ramifications" de Martin Jacques dans *The Guardian* (Wednesday September 27, 2006).

> *Entretien dans le tumulte*

AVEC MILANA TERLOEVA



>> par Martin Quenehen

Milana Terloeva a 26 ans. Venue étudier en France, grâce à l'association Études Sans Frontières, elle vient de terminer l'école de journalisme de Sciences-Po Paris et de publier Danser sur les ruines : une jeunesse tchéchène, chez Hachette Littératures. Cette jeune femme courageuse évoque avec nous la Tchétchénie d'aujourd'hui.

Martin Quenehen : Quelle est la situation politique aujourd'hui en Tchétchénie ?

Milana Terloeva : Aujourd'hui on ne peut plus parler de guerre, parce qu'il n'y a plus de guerre dans un sens classique, il n'y a plus de bombardements. Le « nettoyage » est beaucoup plus ciblé : les milices tchéchènes pro-russes savent mieux qui aller chercher, un proche des combattants ou un intellectuel, par exemple un avocat qui veut défendre la famille d'une personne enlevée ou un journaliste. Mais on peut aussi payer de sa vie une simple critique. La société est étouffée. La vie quotidienne est vraiment très difficile, parce que c'est une dictature qui a été mise en place par Poutine et que le

pouvoir est absolument corrompu.

M. Q. : Peut-on parler d'un régime totalitaire ?

M. T. : Le président Alkhanov n'a aucun pouvoir. Il a été mis à cette place par Poutine : c'est un président fantoche qu'on ne voit jamais et qu'on n'entend que très rarement. C'est plutôt le premier ministre [Ramzan Kadyrov] qui a le pouvoir, alors que c'est un criminel. Quand on arrive en Tchétchénie, on voit partout son image, les affiches où il pose avec Poutine. Quand on allume la télé, sur la chaîne locale c'est toujours lui qui apparaît. C'est vraiment un culte, qu'on peut appeler totalitaire. Et si quelqu'un le critique, ses milices peuvent le faire disparaître. Avant que je ne quitte la Tchétchénie, les gens parlaient entre eux, mais aujourd'hui ils ne se parlent plus. Comme Kadyrov est installé au pouvoir, on ne dit plus rien, parce que si tu ne critiques pas le pouvoir, tu te dis que tu peux passer à côté des représailles.

M. Q. : Vous voulez dire qu'une autocensure s'installe ?

M. T. : Elle ne s'installe pas, elle est installée.

M. Q. : Plusieurs leaders indépendantistes ont été assassinés les uns après les autres. Aujourd'hui, comment est organisée la résistance ?

M. T. : Les grands chefs ont été tués : Maskhadov, Sadullaev... Bien

sûr, il y a toujours les combattants dans les montagnes, qui ne se rendront jamais, mais ce n'est plus la même résistance. Ça ne va pas donner grand-chose, parce que les chefs sont morts. Et c'est vraiment triste à dire, mais aujourd'hui j'ai l'impression que Poutine est vraiment en train de gagner, d'arriver où il voulait.

M. Q. : La volonté commune de résister a-t-elle laissé place à une forme d'habitude ?

M. T. : Ce n'est pas que les gens soient habitués, c'est qu'ils sont désespérés. Ils n'attendent pas que Kadyrov change, ils comprennent très bien la situation. Par exemple, ma mère a peur pour moi, elle ne veut pas que je parle. Et moi, j'ai peur pour elle. Après, si l'on parle des médias, bien sûr, tout est contrôlé et autocontrôlé.

M. Q. : Il y a peu, Vladimir Poutine était en visite en France. Comment comprenez-vous le silence de la France sur la Tchétchénie ?

M. T. : Je l'ai bien vu l'été dernier, lors de mon dernier voyage là-bas. C'est quelque chose que les Tchétchènes n'arrivent pas à comprendre. Pour eux, la France, l'Allemagne, les États-Unis restaient les pays de la grande démocratie, des Droits de l'homme et de la liberté. Et là, c'est la confusion : comment, quand on se prétend leader des pays qui portent ces valeurs, faire ami-ami avec Poutine, en lui disant

« tout ce que tu fais c'est génial » ?
 Ce n'est pas qu'ils ne parlent pas de la Tchétchénie, ils le félicitent ! Bien sûr, je comprends très bien pourquoi cela se passe ainsi : c'est parce qu'il y a du gaz et du pétrole, que la Russie est un grand pays, et qu'il ne faut pas se fâcher avec elle. En plus, aujourd'hui, il faut bien choisir son camp, et la France préfère la Russie aux États-Unis. Mais, pour moi, c'est incompréhensible. Certes, elle a du gaz et pas l'Europe, mais la Russie a aussi besoin de l'Europe. Il ne faut pas avoir peur ! C'est donc une déception pour les Tchétchènes et pour moi. Cependant, j'ai quand même rencontré des gens bien, ici, en France, des intellectuels, des jeunes, des journalistes, qui nous soutiennent. Quand je suis rentrée dans mon village, l'été dernier, les jeunes m'ont demandé : « Alors, en France, ils pensent que nous sommes tous des terroristes ? » Leur vision, c'est que dans le monde entier on croit qu'ils sont des terroristes. C'est parce qu'ils ne voient que les chaînes russes où Poutine est montré comme le grand ami de Chirac et de Bush, qui le félicitent. Mais, quand je leur parlais d'Études Sans Frontières et de la population solidaire avec les Tchétchènes, ils étaient super contents ! Pour eux, ce signe qui vient de l'extérieur c'est quelque chose de très important. Même si les Français ne font rien, le seul fait

d'avoir ce sentiment, déjà, pour eux, c'était énorme.

M. Q. : À l'inverse du silence des politiques occidentaux, voire du soutien qu'ils apportent à Poutine, les terroristes islamistes soutiennent la résistance tchétchène. Avez-vous l'impression qu'une partie de la population, et notamment de la jeunesse, se radicalise aujourd'hui ?

M. T. : Avec Bassaïev [dernier chef de guerre tchétchène, tué le 10 juillet 2006], cela a déjà eu lieu. Maskhadov, lui, demandait l'aide de l'Europe, en disant : « il n'est même plus question d'indépendance, on veut seulement la paix », même après la première guerre [1994-1996]. Il demandait sans cesse à l'Europe d'accueillir les étudiants tchétchènes. Mais Bassaïev voyait bien qu'aucune aide ne venait, et qu'il n'y aurait rien à en attendre. C'est pourquoi, après un certain temps, il s'est mis avec un certain Khattab, un islamiste, venu je crois de Jordanie. Voyant qu'il pouvait obtenir de l'argent et des armes, il a choisi ce côté. C'est alors que Maskhadov et Bassaïev sont partis dans des directions différentes. Jusqu'à sa mort, Maskhadov a espéré en l'Europe. Je ne sais pas où il puisait cet espoir que quelque chose viendrait ! (*Rires*)

M. Q. : Est-ce que des islamistes viennent combattre en Tchétchénie ?

M. T. : À part ce Khattab, qui a été tué, je ne pense pas. Je crois même que, depuis la mort de Bassaïev, il n'y a plus de soutien en argent de la part des islamistes.

M. Q. : **En Tchétchénie, la pratique de l'islam devient-elle plus fondamentaliste ?**

M. T. : Il y avait déjà des groupes islamistes en Tchétchénie, notamment avec Bassaïev. Ces groupes sont apparus à la fin de la première guerre. Mais dans la société tchétchène, cela n'a pas été soutenu, parce que, pour nous, c'est quelque chose d'incompréhensible et d'inacceptable que des barbus viennent et commentent à nous dicter comment porter nos vêtements et ce qu'on doit faire ! Pour les Tchétchènes, les traditions restent très importantes. Mais ces groupes sont toujours là. Je ne sais pas où ils sont, dans les montagnes ou ailleurs. Beaucoup d'entre eux ont choisi d'aller avec Kadyrov, par conviction ou pour l'argent. Heureusement, dans la société cela n'a pas marché du tout. Mais, aujourd'hui, je suis très inquiète. On parle de la dictature, mais la chose la plus dangereuse, et surtout pour les jeunes, c'est le vide créé par la guerre. Dans les villages, les jeunes qui n'ont connu que la guerre depuis douze ans se sont retrouvés en face d'une violence inimaginable. En plus, il n'y avait pas d'éducation. Maintenant qui va remplir ce vide ? Est-ce quel-

qu'un qui va remplacer Bassaïev et qui arrivera avec sa propagande ? Ou est-ce quelque chose d'ici, de l'Europe, qui va venir avec d'autres idées pour soutenir ces gens ? La base est aujourd'hui très fragile. Ce sentiment de solitude et l'impression que les Occidentaux nous laissent tomber, font que la situation est, à mon avis, très dangereuse.

M. Q. : **Pour terminer cet entretien, accepteriez-vous de décrire un paysage que vous gardez de la Tchétchénie alors que vous êtes au loin ?**

M. T. : Enfant, j'habitais dans un petit village au pied des montagnes. Je les voyais et j'avais l'impression qu'elles étaient très proches. À la sortie du village, il y avait la forêt, puis les montagnes. J'avais envie d'y aller et, pour moi, derrière ces montagnes, c'était déjà un autre monde ! Ça peut paraître bizarre, mais je n'ai jamais visité ces montagnes, même si elles n'étaient qu'à deux heures de mon village. Chaque jour, je voyais ces montagnes, avec la neige au sommet, et c'est peut-être pour cela que chaque fois que je pense à la Tchétchénie, c'est ce paysage qui me revient. Je reste toujours une paysanne, quoi qu'il arrive ! (*Rires*)

*Études Sans Frontières / 4 Cité Joly
75011 Paris / Tel : 01 75 00 99 00*

>> *L'internationale*
FAISONS UN RÊVE

>> par Raphaël Glucksmann

Pourquoi tirer sur une ambulance ? À gauche comme à droite, Jacques Chirac semble condamné au mépris. Roi fainéant, super menteur, escroc, voleur d'élections, tout y passe. Pourquoi donc égratigner un peu plus cet homme qui, c'est indéniable, dégage une réelle sympathie lorsqu'il serre des mains ou boit une bière ?

Parce qu'une chose échappe encore à la masse des critiques : sa politique étrangère. Cela pour la simple et bonne raison qu'en France, ce domaine « réservé » est *a priori* exclu du débat démocratique. Les gouvernements se succèdent, la gauche passe la main à la droite, la droite à la gauche, les décennies s'égrènent,

les menaces changent, les alliances évoluent, mais la vision du monde qui préside à notre commune destinée, elle, ne varie pas. Les hommes qui sont chargés de l'appliquer non plus d'ailleurs. Dans des contrées pas si lointaines, le renversement d'une majorité suscite le bouleversement des administrations. Pas chez nous. La « continuité de l'État » élevée au rang de dogme supra-démocratique garantit aux fonctionnaires du Quai d'Orsay des postes à vie et à leurs réseaux une éternelle immunité.

> extérieur

Depuis 1958, l'action de la France dans le monde obéit à une indéniable cohérence. Malgré les scandales et les débâcles morales ou stratégiques, malgré le Rwanda, la Bosnie et le Darfour, malgré la Chute du Mur et la réunification de l'Europe, malgré le Onze septembre et la menace iranienne, malgré l'UE et l'OTAN, notre pays poursuit fièrement la route tracée il y a près de 40 ans par un général épris d'Indépendance et de grandeur. Sans se demander si les ruptures historiques - ou simplement le cours du temps - remettaient en cause notre projet, notre trajet et nos ambitions.

Jacques Chirac et Dominique de Villepin ont porté haut cette *Wel-tanschaung* gauloise fondée sur une haine tenace de l'Amérique, des rêves impériaux surannés et des amitiés plus ou moins louches avec des dictateurs plus ou moins sanglants.

Personne ou presque ne songe à le leur reprocher, comme si ce rapport au monde allait de soi. Comme s'il était normal d'embrasser Poutine et de défendre Saddam. On entend même souvent des adversaires ou des concurrents du Président dire : « *s'il y a un élément à sauver de ses douze années de règne, c'est bien son audace en politique internationale.* »

Hélas, je ne pense pas qu'il y ait, là non plus, la moindre chose à sauver. Mais bien quelque chose, la seule chose probablement, qui risque fort de rester et qu'il faut pourtant plus que tout renier. Faisons donc un rêve : en cette année électorale, un candidat courageux (téméraire plutôt) s'attaque à l'héritage mondial encore intact du roi finissant.

Dans une allocution fleuve au Sénégal ou au Mali, début janvier, il prononce l'oraison funèbre de la « Françafrique », ce système opaque de réseaux mi-mafieux mi-politiques. Il prend en exemple le cas du génocide des Tutsi du Rwanda et, dénonçant l'implication de l'État français aux côtés des exterminateurs Hutu, admet que la France n'est plus un Empire et qu'il est temps pour elle de considérer les pays africains comme des États majeurs et indépendants, plutôt que comme des champs d'action destinés à exorciser à bon compte (pour elle, certainement pas pour eux) ses angoisses de déclin

et ses obsessions anti-américaines. Cela suscite une contre-attaque virulente d'Hubert Védrine, Dominique de Villepin et Michèle Alliot-Marie qui l'accusent de se livrer à « une campagne systématique de dénigrement du rôle de la France en Afrique et en particulier au Rwanda où elle ne fit que s'opposer à la violation de son pré-carré africain par des forces anglophones et pro-américaines ». Notre homme (ou notre femme évidemment) sourit, conscient d'avoir frappé juste et fort pour son premier discours de politique étrangère en tant que candidat(e).

Encouragé par les cris d'orfraie des défenseurs du temple, il prend tout le monde de vitesse en débarquant à Beyrouth puis à Bagdad où il proclame la fin de la « politique arabe » de la France qui est depuis le début une politique de soutien aux despotes arabes et non aux peuples qu'ils oppriment. Sans cautionner la guerre en Irak, critiquant même avec force les erreurs américaines dans la région, il reconnaît que la démocratisation du Moyen-Orient est, à long terme, la seule façon de contrer le terrorisme international. Cela suppose qu'il ait jeté dans les poubelles du Quai d'Orsay ce mythe faisant d'Israël la source de tous les maux de la région. A son retour en Gaule, il reprend au vol, d'un ton posé et relativement ironique, la question supposée « piège » d'un journaliste

du *Monde* sur ce changement de cap : « *Mais enfin, croyez-vous franchement que si Messieurs Olmert et Abbas concluaient une paix durable, ce que je souhaite du plus profond de mon cœur, cela ferait disparaître Al-Qaeda, les Talebans, Ahmadinejad, les Pasdaran, la dynastie Assad et le Hezbollah ? Ne pensez-vous pas qu'il s'agit d'une vision simpliste et passablement moyenâgeuse d'un problème bien plus profond et complexe ?* »

Décidément très impertinent, il annonce le soir même au 20h de TF1 qu'à ses yeux, il existe une différence entre un régime libéral et un régime autoritaire, qu'on ne traite pas de la même façon les États-Unis de Bush et la Russie de Poutine, l'Inde de Singh et la Chine de Hu Jintao, une démocratie et une dictature. Il cite alors cette phrase prononcée par Jacques Chirac à Saint-Petersbourg en pleine guerre de Tchétchénie : « *La Russie est au premier rang des démocraties pour le respect des peuples et le dialogue entre les cultures* », comme un parfait exemple de tartufferie et de faute politique. « *Je ne crois d'ailleurs pas à cette alliance franco-russe censée faire contre-poids à l'Amérique en sabrant le champagne sur les ruines de Grozny et les lambeaux de la société civile moscovite. Je ne serai pas l'homme qui embrassera tous les dictateurs de*

la planète pour ennuyer le pensionnaire de la Maison-Blanche ». PPDA, qui n'en est pourtant pas à sa première campagne présidentielle, n'en croit pas ses oreilles : « *Mais enfin, cherchez-vous vraiment à perdre les élections ?* »

Il prend des risques notre candidat, mais il ne veut pas que les Français nourrissent d'illusions à son sujet car, comme il aime à le répéter, « *nous sommes tous prisonniers de nos discours et de nos postures contrairement à ce qu'on pense souvent.* » Alors, il assume sa bravade : « *Ne comptez vraiment pas sur moi pour mener notre traditionnelle guéguerre, du reste fort dommageable au camp des démocraties occidentales, contre Washington.* » Audace suprême, il lance dans un meeting de fin de campagne, devant une audience stupéfaite, que « *le libéralisme n'est pas pire que le communisme* », ultime pique lancée à Jacques Chirac qui avait asséné exactement le contraire aux chefs d'État et de gouvernement réunis lors d'un Conseil Européen surréaliste. Faisant fi du flot de réactions outragées qui augmente (enfin !) le tirage de nos journaux cocardiers, il va plus loin dans l'indécence : « *Je considère que l'Europe doit avoir une politique étrangère commune et que celle-ci ne doit pas nécessairement être le prolongement de trente ou quarante années d'erreurs françaises ! Je suis*

un Fédéraliste convaincu et je pense que les pays de l'Est, tout juste libérés du totalitarisme, ne sont pas condamnés à se taire indéfiniment. Ils nous apportent même la fraîcheur et l'enthousiasme démocratique qui parfois nous manquent. C'est pourquoi il est urgent d'intégrer l'Ukraine et la Géorgie dans l'OTAN et à terme dans l'UE ! »

Ne méprisant pas, lui, les idées que la société civile enfante, il se déclare « *fier, infiniment fier* » que les ONG « *sans frontières* » et le droit d'ingérence soient nés en France : « *Ne trouvez-vous pas bizarre que ce soit la France qui soit la plus opposée des démocraties à ce dépassement des souverainetés nationales alors même qu'elle a produit les concepts et les mouvements qui le permettent ? Ne trouvez-vous pas étrange que le pays de la Révolution française soit devenu la nation la plus attachée à l'ordre traditionnel des relations internationales reposant sur le droit des gouvernements à disposer de leurs peuples ? Je ne supporte plus que ma diplomatie se moque de quiconque fonde sa politique sur la promotion des droits de l'homme !* »

Puisque nous rêvons, faisons triompher notre candidat, malgré tous ses handicaps insurmontables. Sur le perron de l'Élysée, il ne prononce pas le rituel : « *Le Roi est mort, vive le Roi !* », il se contente de

dire sans hausser le ton : « Le Roi est mort et basta ». 1789 est de retour, sans guillotine, et la France n'a plus un Roi mais un Président.

> invité

L'invité du Diable... FRÉDÉRIC ENCEL

> > Propos recueillis par Dan J. Arbib et Martin Quenehen

FACE À L'IRAN : « IL FAUT SAVOIR CE QU'ON VEUT ! »

Frédéric Encel est docteur en géopolitique, professeur de relations internationales à l'ESG et maître de séminaire à Sciences-Po. Son dernier ouvrage, Géopolitique du sionisme, vient de paraître chez Armand Colin.

Martin Quenehen : On a pu dire qu'avec la Révolution de 1979, l'Iran avait « nationalisé » l'Islam. Aujourd'hui, le gouvernement iranien est impliqué militairement en Afghanistan, en Irak et au Liban, et tient des propos négationnistes et anti-israéliens. Peut-on avancer que sa stratégie actuelle joue, à la fois, la carte du nationalisme et celle du radicalisme religieux ?

Frédéric Encel : Il faut d'abord rappeler que l'équipe aujourd'hui au pouvoir à Téhéran n'est plus composée de mollahs pragmatiques mais de *Pasdaran*. Les Pasdaran sont les gardiens de la révolution, des gens qu'on pourrait comparer aux SS tels qu'ils étaient avant la Seconde Guerre mondiale. Ce sont des idéologues extraordinairement durs, à la fois politiques et religieux. Ils ont la haute main sur les mœurs, sur les institutions judiciaires, sur l'armée, mais également sur les affaires étrangères et en particulier stratégiques. Ce sont eux, et eux seuls, qui disposeraient du bouton rouge, si l'Iran avait la bombe. Ahmadinejad, élu président l'an dernier, est un Pasdaran, il est donc de la branche dure. Depuis l'âge de 14 ans, il est absolument convaincu que le *Mahdi*¹ reviendra pour sauver l'humanité, et en particulier l'Islam, et au sein de l'Islam, le chiisme. Tout démontre qu'il croit

réellement à ses diatribes, qu'elles soient antisionistes, négationnistes, antichrétiennes ou simplement apocalyptiques mahadistes.

Cela dit, on assiste effectivement aujourd'hui à une conjonction stratégique entre, d'une part, un nationalisme perse, et d'autre part surtout un panchiisme, qui instrumentalise aussi bien le Hezbollah libanais que les chiites pakistanais, afghans, irakiens ou du Bahreïn. Et cette conjonction stratégique pose d'importants problèmes aux voisins de l'Iran, à commencer par les Arabes, mais aussi à la Turquie et au Pakistan. Si on ajoute à cette géopolitique croisée, très intelligente au demeurant, le fanatisme de l'équipe actuellement au pouvoir, on obtient une situation authentiquement dangereuse, voire explosive.

> invité

M. Q. : Les Occidentaux et les Arabes perçoivent-ils la politique de l'Iran comme une menace réelle ?

F. E. : La guerre de juillet-août entre Israël et le Hezbollah a démontré qu'il y avait, pour la première fois dans l'Histoire, une coalition arabo-occidentale face à un adversaire commun, en l'occurrence l'expansionnisme iranien en Méditerranée orientale. Les Arabes ont tout fait, diplomatiquement, pour laisser tomber le Hezbollah, qui est au Liban le bras armé de l'Iran. D'autant plus que, si ses terroristes se sont introduits en Israël et y ont perpétré leur crime, le 12 juillet, ce fut sous l'ordre – on le sait aujourd'hui – de Téhéran. Or, cette incursion meurtrière n'entraîne, en aucun cas, dans un agenda politique ou militaire du Hezbollah : les élections au Liban ont eu lieu en 2005 et aucune négociation entre la Syrie et Israël n'existe, dont la rupture aurait justifié cette attaque. En revanche, le coup de force intervenait la veille d'une réunion fondamentale des Six (les cinq membres permanents du conseil de sécurité plus l'Allemagne) sur le dossier nucléaire iranien... Donc, tant les États arabes et la Turquie que les Occidentaux ont actuellement le sentiment d'un très grand danger.

M. Q. : Comment analysez-vous la stratégie actuelle de la France et de l'Europe ?

F. E. : La stratégie « pondérée », s'appuyant sur des arguments technologiques, commerciaux, économiques et politiques, vaudrait si, pendant ces négociations, l'Iran ne gagnait pas du temps. Mais, on assiste à un véritable marché de dupes, dans la mesure où chaque jour qui passe rapproche un peu plus l'Iran de la capacité nucléaire. Voyant notre réelle faiblesse, les Iraniens se disent qu'ils ont tout à gagner et rien à perdre en continuant à nous « rouler dans la farine », comme ils le font depuis déjà quatre ans ! Je crois donc que cette stratégie pondérée n'en est pas une : elle est veule et frappée au coin d'un faux et d'un mauvais pragmatisme. Nous avons – nous Français, Allemands et Anglais – beaucoup d'intérêts économiques en Iran. De très grandes entreprises, comme Renault ou Total sont introduites dans le pays. Et l'Iran paye rubis sur l'ongle. Par conséquent, nous ne voulons pas apparaître comme les fers de lance d'éventuelles sanctions contre son régime. Mais nous voulons bien, le cas échéant, laisser d'autres faire le sale travail à notre place – les autres étant Israël et les États-Unis... *In fine*, cette politique ne me paraît pas très cohérente. Car, si l'Iran se dote de l'arme atomique, il y aura prolifération en Arabie Saoudite, en Turquie et probablement un jour en Égypte. L'Arabie Saoudite et la Turquie ont déjà prévenu leur mentor, allié et tuteur américain, que si l'Iran avait la bombe, ils ne céderaient plus aux pressions de Washington et s'engageraient immédiatement dans un processus de nucléarisation. On peut faire confiance à l'Arabie Saoudite, à ses pétrodollars et à ses ingénieurs pakistanais pour avoir la bombe d'ici quelques années... Et c'est l'ensemble du Moyen-Orient qui sera considérablement déstabilisé.

M. Q. : On évoque de plus en plus la possibilité de prendre des sanctions à l'égard de l'Iran. Peut-on croire en leur efficacité ?

F. E. : Il y a deux types de sanctions envisageables. Des sanctions à la fois symboliques et commerciales, qui

ne toucheraient pas réellement les Iraniens, et en tout cas n'entraveraient pas leur marche au nucléaire. On peut ainsi envisager l'embargo contre les personnalités pendant leurs voyages ou l'embargo sur les pistaches... Tout cela n'est pas sérieux ! D'autre part, il y a évidemment la possibilité d'un embargo pétrolier, qui nous porterait surtout tort, l'Iran étant le 4^{ème} producteur au monde. Mais, en même temps, ces dernières années, on a vu qu'avec un baril passé de 18 à 70 \$, nos économies ne se sont pas effondrées...

Au-delà de ça, la seule sanction définitive, ce sont des frappes sur les sites nucléaires. Militairement, cette option est parfaitement possible et plausible. Néanmoins, elle induit nécessairement une riposte iranienne, pas tant militaire qu'économique, avec notamment le blocage possible et plus ou moins durable du Déroit d'Ormuz. Cette sanction induit donc un risque sur le plan pétrolier. Mais il faut savoir ce qu'on veut !

Dan J. Arbib : Israël pourrait-il faire les frais des représailles iraniennes ?

F. E. : L'Iran pourrait riposter avec la seule arme militaire sérieuse dont elle dispose, c'est-à-dire – outre le terrorisme – des missiles à moyenne portée capables d'atteindre Israël. Mais ce sont des missiles conventionnels : les Pasdaran pourraient alors jouer la politique du pire – ce qu'ils font depuis des années – et risquer une riposte nucléaire israélienne. Pour ma part, je reste optimiste et je pense que si on devait en arriver là, les Pasdaran seraient chassés par un axe pragmatique, par une révolution de palais. Et il n'y aurait pas de riposte à la riposte.

M. Q. : À cette situation déjà complexe s'ajoute la guerre entre Israël et le Hezbollah. Peut-on réellement parler d'une défaite israélienne ?

F. E. : Cette guerre est une défaite d'Israël, si l'on adopte le prisme déformant de l'opinion israélienne, selon lequel une guerre qui dure plus de six jours, ne rapporte pas de vastes territoires et fait plus de quelques victimes, est un échec ! On est là dans la subjectivité la plus totale, même si on peut comprendre le degré extrê-

mement élevé d'exigence humaine, militaire et géostratégique des Israéliens. Mais il s'agit là d'une utopie face à la réalité militaire des nations.

On peut également dire qu'Israël n'a pas remporté la guerre, parce que les buts de guerre que s'était inconsiderément assigné le gouvernement Olmert, gouvernement par ailleurs incompetent en matière militaire, n'ont pas été atteints. Mais personne en Israël n'est assez stupide pour croire que les deux soldats auraient pu être libérés en bombardant Beyrouth.

Cependant, les Israéliens ont effectivement échoué sur le plan du renseignement tactique : ne pas avoir su ou vu l'ampleur des constructions bunkérisées à quelques centaines de mètres ou à quelques kilomètres de leur frontière, est un tort. Mais, sur le plan stratégique, Israël a en revanche remporté une grande victoire, puisque, dès la première nuit d'affrontements (du 12 au 13 juillet), la totalité des rampes de lancement de missiles Zelzal, qui étaient les seuls à pouvoir atteindre Israël, a été détruite par l'aviation.

Sur le plan politique, le paradoxe de cette guerre, c'est que pour la première fois peut-être depuis 1948, Israël n'a pas gagné militairement, mais politiquement. D'abord, parce que cette guerre n'a pas été au fond un conflit israélo-arabe : les Arabes ont soutenu Israël. Ensuite, parce qu'Israël, qui cherchait à impliquer les Occidentaux au Liban – depuis au moins les années 70 – a réussi, en quelques semaines, à faire venir des milliers de soldats européens dans le cadre d'une FINUL *bis* plus puissante qu'auparavant. Enfin, parce que le Hezbollah ne dispose plus aujourd'hui de l'aura que lui conférait sa souveraineté exclusive sur le Sud-Liban. L'armée libanaise est certes une armée d'opérette, il n'empêche qu'aujourd'hui, avec l'armée libanaise et la FINUL *bis*, le Hezbollah ne peut plus prétendre à la gloire de « libérer Jérusalem » depuis le Sud du Liban. En outre, on ne peut pas considérer qu'un pays qui reçoit 4000 missiles de tous calibres, sur un territoire grand comme un département français, et qui n'enterre « que » 35 victimes

civiles – dont cinq mortes de crises cardiaques – a perdu la guerre.

Le Hezbollah de son côté n'a absolument rien remporté dans ce conflit. Il a perdu son « Hezbollah » au Sud Liban, plus de la moitié de ses commandos, et au moins les 2/3 de ses missiles, non renouvelés, les Syriens craignant trop des ripostes israéliennes pour laisser passer de nouveaux flux. De plus, ceux qui croient que les Libanais ont fait une fête extraordinaire au Hezbollah se trompent lourdement : hormis la majorité des chiïtes, il existe aujourd'hui une coalition de la peur (sunnite, chrétienne et druze) que la guerre a renforcée, et qui mène la vie dure au Hezbollah. Enfin, on nous dit que le Hezbollah est parvenu à un degré de prestige jamais atteint dans la rue arabe. Mais *la* rue arabe est un fantasme. Les opinions arabes sont extrêmement versatiles et surtout elles sont sunnites ! Des manifestations ont acclamé pendant quelques jours le Hezbollah, qui avait donné une demi-fessée à Israël, du moins sur le plan médiatique et symbolique. Mais, en réalité, il s'agissait là d'un mouvement revendicatif chiïte pro-iranien, tout ce que détestent les opinions publiques arabes, qui sont sunnites dans leur immense majorité. Autrement dit, cet unique avantage n'est même pas capitalisable pour le Hezbollah...

> invité

D. J. A. : Peut-on compter sur l'armée libanaise pour démilitariser le Hezbollah ?

F. E. : Non. Il n'y aura pas de démilitarisation du Hezbollah, et c'est l'échec de tout le monde : l'ONU, Israël, la France... Mais, on voit mal le Hezbollah, refoulé au Nord du Litani, envoyer des missiles sur Israël au nez et à la barbe de la FINUL ! D'autant plus qu'aujourd'hui, les débats sont houleux entre l'Iran et le Hezbollah, qui ont tendance à se dissocier. Donc, le Hezbollah n'est, semble-t-il, pas près de retenter l'aventure.

D. J. A. : Merci Frédéric Encel. Pour conclure, auriez-vous un livre à nous conseiller sur ces questions ?

F. E. : Je vous recommande *L'Ensauvagement*² de Thérèse Delpéch. Il s'agit d'une réflexion morale et géopo-

litique prodigieuse sur les relations internationales contemporaines. Thérèse Delpech s'y montre, à vrai dire, assez pessimiste, du fait de ce qu'elle perçoit comme la lâcheté et l'abandon des nations occidentales, et, parallèlement, l'absence totale de scrupules de la part de régimes dictatoriaux ou autoritaires comme la Chine ou la Russie.

1_ Le *Mahdi* est « le guide », l'imam caché des chiïtes.

2_ Thérèse Delpech, *L'Ésauvagement. Le retour de la barbarie au XXI^e siècle*, Paris, Grasset, 2005.

> invité

L'invité du Diable... GÉRARD WAJCMAN

> > Propos recueillis par Anaëlle Lebovits et Annabela Tournon

« IL N'Y A D'ŒUVRE D'ART QUE CRITIQUE »

Gérard Wajcman est écrivain et psychanalyste. Il enseigne à l'université. Il a publié de nombreux essais, dont L'objet du siècle et Fenêtre¹.

Anaëlle Lebovits : Vous avez pu faire valoir que l'art consistait à présentifier l'irreprésentable. N'est-ce donc qu'à le voiler que l'art peut donner accès au réel ?

Gérard Wajcman : L'idée que l'art vise le réel comme irreprésentable est une thèse lacanienne pur jus. Mais en est-on encore là aujourd'hui ? Je me pose la question. Sommes-nous encore pris dans les perspectives qui ont fait dire à Lacan ce qu'il a dit de l'art ? Je pense que ce qui demeure vrai si la thèse de Lacan est juste et le reste, c'est la question du rapport entre l'art et le réel. C'est central chez Lacan, mais est-ce au même réel qu'on a aujourd'hui affaire ?

On peut dire très justement que les très grands événements historiques n'ont jamais eu de représentation jusqu'à l'avènement du XXI^{ème} siècle. Par exemple, la peste à Athènes, n'a pas été représentée. Et pourquoi la Révolution française a-t-elle donné si peu d'œuvres ? Pourquoi les grands événements mortels, ceux dans lesquels la pulsion de mort s'est déchaînée, n'ont-ils pas donné de représentations ? Prenez la guerre de 14, c'est un grand moment qui pose aujourd'hui encore beaucoup de problèmes sur la question de la représentation et de son rapport au réel. Songeons par ailleurs que le cinéma industriel naît justement à ce moment-là. Ensuite, il y a les camps d'extermination, les chambres à gaz qui

ont posé bien des questions : pouvait-on les représenter ? Cette question a été beaucoup traitée, y compris par mes soins. Mais aujourd'hui, est-ce la même question qui anime l'art ?

Le double attentat contre les tours jumelles à New York, capitale du XX^{ème} siècle, signe la naissance du XXI^{ème}. Avec les camps nazis, avec les chambres à gaz, on avait affaire à un événement irreprésentable et sur lequel pesait un secret absolu. Là, on a un événement surreprésenté : tout le monde le voit en temps réel, l'image a pris une place incroyable. La violence de l'attentat est aussi entrée par la voie de l'image elle-même, par ce désir atroce de réduire tout à l'image, y compris les personnes transformées en « virgules noires » qui se précipitaient du haut des tours. Dix jours avant, l'assassinat du commandant Massoud est perpétré par une fausse équipe de télévision, dotée d'une vraie caméra qui a servi d'arme pour le tuer. C'est anecdotique à certains égards, mais quelque chose s'est également joué là. La question de l'image, de la représentation devient autrement centrale avec l'entrée dans le XXI^{ème} siècle.

> invité

Cela me plonge dans une certaine perplexité. Est-ce qu'aujourd'hui les grands débats sur la représentation du vide, le vide qui ne peut se représenter que par autre chose que lui-même rendent encore compte de ce monde qui tend radicalement à l'image ? J'en suis venu à penser qu'à certains égards, la science marchait d'un pas qui devait nous faire reconsidérer la question.

A. L. : On assiste en effet à un nouveau rapport au regard. Songeons notamment à la vidéosurveillance ou au fichage, mais aussi à la télé-réalité ou au succès des journaux à scandale qui montrent, photos à l'appui, qu'on a « percé le mystère... » Notre époque affiche un certain goût de la révélation. On prétend lever le voile et présentifier la chose telle qu'elle serait en elle-même, dans son entière vérité. Et précisément, il semble que ce qu'hier on voilait pour le montrer, on pense aujourd'hui ne pouvoir le montrer qu'à l'exhiber. Certains artistes se

font, depuis un moment déjà, l'écho de ce fol espoir de lever le voile. Sans doute le faisaient-ils avant même que nous puissions rendre compte de cette pente obscure de la modernité. Est-ce ce dont témoigne le goût que de nombreux artistes ont pour l'obsène ?

G. W. : Tout est visible, il n'est même plus besoin de regarder. D'ailleurs, on est bien incapable – même avec le développement de la technique – de voir tout ce que les caméras enregistrent... Je pense aussi à l'entreprise de Spielberg qui a consisté à enregistrer la mémoire cinématographique de *tous* les témoins survivants de la Shoah. Je peux avoir de la sympathie pour un projet comme celui-là. Le problème est qu'aucun homme n'aura assez de toutes les heures de sa vie pour voir tout ce qui a été filmé. La question de la mémoire se pose ici. Faut-il tout garder, se souvenir de tout ? La volonté de tout conserver. Ce fantasme hante l'époque.

Le point central de l'affaire, c'est la dissolution du réel. Dans le rêve du « tout visible », il y a le fantasme de la *science absolue* : on peut aller voir partout et rendre tout visible. Plus d'ombre. Fantasme des lumières intégrales. Et en effet, on a un développement massif de la croyance selon laquelle le monde serait entièrement visible, comme si la science savait accomplir quelque chose qui était jadis le privilège du regard de Dieu. Ce qui était en question, en particulier au moment de la Renaissance, aujourd'hui la science le réalise. J'ai découvert avec terreur et fascination *Google Earth* : à un certain degré, l'image est floutée volontairement, mais en réalité on arrive à tout voir par satellite. Nous sommes dans un monde où techniquement tout est visible.

Cela invite à énoncer une thèse générale qui, étrangement, vient lier formellement la science à l'attaque terroriste du Onze septembre, c'est qu'il n'y a plus aucune limite. Comme si plus rien ne faisait obstacle. Ni ombre, ni dur. Nous ne sommes plus protégés nulle part. Non seulement nous sommes vus partout – au moins potentiellement – mais nous sommes visibles y compris dans notre corps. Si on prend une référence lacanienne com-

me le stade du miroir : Lacan se débat avec la question de la forme du corps, qui est une limite visuelle de l'individu. Aujourd'hui, cette limite de notre nudité semble dépassée. Avec la radiographie, avec l'IRM, comment pense-t-on les limites du corps ? Comment les conçoivent ceux qui en usent ?

Maintenant, en ce qui concerne les artistes, il faut tenir au plus ferme la thèse de Lacan à propos de Duras : ils sont toujours en avance sur nous. Je l'ai compris tard. Prenons l'exemple de l'artiste belge Wim Delvoye. J'ai mis un certain temps à comprendre qu'il touchait à quelque chose d'absolument juste, en faisant des images pornos aux rayons X. Les photographies *X Rays* de Wim Delvoye sont des images qui utilisent les techniques scientifiques, mais que nous montrent-elles ? Qu'il n'y a pas de rapport sexuel, qu'il y a quelque chose qui échappe malgré l'image. Quelque chose qui ne se calcule pas plus qu'il ne se voit. Il reste ce petit noyau de réel. Il n'y a pas besoin d'avoir lu tout Lacan pour le comprendre ! Wim Delvoye montre aussi, en même temps, le fantasme de la science, son rêve d'un tout visible. Beaucoup d'artistes travaillent aujourd'hui sur des sujets comme celui-là, par exemple, sur la vidéosurveillance, sur ces techniques d'extorsion policière de l'intime.

Annabela Tournon : Bruce Nauman aussi...

G. W. : Oh, je n'ose même pas prononcer le nom du maître ! Je crois en effet que c'est un des plus grands artistes de ce temps. Il y a chez lui une interrogation constante sur le regard et le visible. Son art est une *cosa mentale* de notre époque. Il faudrait faire un état des lieux de ce que les artistes sont en train d'accomplir aujourd'hui avec les moyens techniques, pour rattraper un peu le temps ! Je me suis embarqué, avec un groupe d'artistes et de chercheurs, dans un travail à l'hôpital Sainte-Anne dans le service d'IRM. On voit que les artistes sont *branchés* sur la science, mais les plus intéressants d'entre eux s'emparent du thème « art et technique » d'un point de vue critique, assez subversif.

A. L. : On a l'impression que certains d'entre eux

interprètent la logique scientifique.

G. W. : C'est exactement cela : « Vous voulez voir ? », disent-ils. « Et bien, on va vous montrer ! » Mais ce qu'ils montrent, c'est aussi à l'occasion la folie même de cette logique scientifique.

A. L. : Il semble aussi, comme vous le notiez dans *L'Objet du siècle*, qu'on n'est jamais repu par ce qu'on voit. Après l'IRM, on cherchera sans doute encore une autre manière de mieux voir...

G. W. : C'est précisément la question. On est dans une métonymie infinie, une demande infinie de voir et revoir des images de tout ce qu'on nous dit pouvoir montrer, et qu'en fait, malgré toute la technologie à disposition, on ne peut pas nous montrer ! Les artistes, je le disais, montrent également quelque chose aux scientifiques eux-mêmes. Ces artistes, qu'on imaginait travailler sur le fantasme, travaillent sur le symptôme. Ils s'adressent aux scientifiques en leur disant : « Regardez le réel, regardez votre fantasme ! » Ils s'adressent aussi à nous qui sommes objets de science...

A. L. : Parce que nous laissons faire ?

G. W. : Il y a un versant politique de la question, avec le problème du secret. Jean-Claude Milner l'a évoqué à l'occasion. Derrida également, sur un ton justement angoissé. Benjamin Constant avait posé le problème philosophique et politique dans toute sa profondeur. Aujourd'hui l'enjeu peut se résumer ainsi : qu'est-ce qu'un monde où il n'y aurait plus de secret, où on pourrait tout voir et tout savoir ? À Londres, capitale fascinante – et inquiétante –, quelqu'un qui fait des courses ou se promène n'importe où est vu en moyenne 346 fois par les caméras de surveillance. Ça ne les a d'ailleurs pas protégés des attentats. Je suis effondré par cet état de fait. De même que par ce qu'on sait des systèmes d'écoute et de surveillance mis en œuvre par les États-Unis. Et je trouve que nous sommes incroyablement passifs devant tout cela. Les artistes, eux, sont plutôt alertés. Les psychanalystes le sont aussi, parce qu'il y va de leur position : la psychanalyse ne peut être contemporaine

que d'un monde où le secret a son actualité. Si on pense que l'on peut aller au fond des âmes et qu'on peut cartographier tous les désirs des sujets, sans qu'ils les connaissent eux-mêmes, pas de psychanalyse possible. Si on pense qu'avec des caméras, de quelque sorte qu'elles soient, on peut tout voir, on va dans le sens d'un monde où la psychanalyse n'a plus aucune place. Pour que la psychanalyse ait une place, il faut encore penser qu'il est possible de fermer portes et fenêtres, de baisser les rideaux et de pratiquer, dans le lieu même de la psychanalyse : celui du secret. Il faut aussi pouvoir penser qu'il n'y a aucun regard sur le psychanalyste lui-même, aucun regard sur lui, ni aucun Autre qui lui ferait cracher le secret que quelqu'un a pu lui confier.

> invité

A. L. : D'autant plus que ce que la psychanalyse lacanienne permet de saisir – c'est en tout cas ce que manifestent bien des témoignages de cures – c'est qu'il y a un impossible à dire et à voir. Alors, plutôt que d'encourager à porter le regard sur toujours plus d'objets, elle enjoindrait à faire son deuil d'un regard dont la quête est sans fond, par essence vouée à l'insatisfaction.

G. W. : Il faut bien dire qu'en effet, elle n'a jamais été tentée par ça. Elle est entièrement solidaire de cette conception : notre existence dépend de la possibilité de maintenir un secret. Tout le monde voit bien ce que serait un monde sans secret : c'est un monde complètement fascisé. Le thème de la transparence, qui s'habille aujourd'hui des vertus démocratiques, est très antidémocratique. Toute l'esthétique lacanienne va contre la transparence. Il y a de l'obscur. On pourrait dire qu'elle est chrétienne à cet égard. Mais elle est en même temps profondément antichrétienne puisqu'elle défait les mécanismes de cette esthétique. C'est une esthétique du voile. On voudrait faire tomber le voile, mais Lacan nous dit que derrière ce voile, il n'y a rien : rien que ce que vous y mettez ! Il y a ainsi une œuvre de Buren de 1977, nommée *Formes : peintures*, qui consiste en ceci qu'il a glissé ses toiles rayées derrière les tableaux d'un musée. Cette œuvre vous dit : derrière un tableau, il y a

quelque chose, mais ce quelque chose c'est une autre toile, et derrière elle, il y a le mur, et derrière le mur... rien d'autre que ce que vous y mettez. Le monde est un feuilletage de voiles. Il n'y a pas de dernier objet à voir. Lacan théorise en un sens cela : il n'y a que de l'apparence. Ce qui apporte une réévaluation du semblant et de l'image ; il nous dit qu'il n'y a que ça ! Il n'y a pas, derrière la toile, de vérité dernière ou d'objet ultime... Le phallus, oui, mais c'est une baudruche comme le reste.

C'est un objet qu'on ne peut pas voir et qui est l'équivalent du manque du sujet lui-même. C'est quelque chose d'un peu tarabiscoté, mais qui est imparable, et qui est justement une vision athée : il n'y a rien à voir et personne qui puisse tout voir. Or, la science d'aujourd'hui n'est plus athée ! Elle dit qu'il y a toujours quelque chose à voir et qu'elle peut le voir. Elle est profondément religieuse à cet égard.

Il y a quand même des points de réel qui arrêtent la science. On le voit bien avec les débats sur le *Big Bang*. On a un point d'arrêt : un point d'origine réellement obscur. Mais les scientifiques sont tout le temps tentés d'aller chercher ce que certains appellent *Dieu*, d'autres *rapport sexuel*, d'autres encore *vérité finale de tout*. « On va regarder au fond du cerveau et on va vous montrer la vérité de la maladie mentale et du comportement de tout un chacun », voilà le fantasme en marche.

A. T. : Permettez-moi de vous interroger maintenant sur l'engagement politique des artistes. Vous parlez d'une « tâche éthique » de l'art. Or, on demande de plus en plus aux artistes de venir travailler dans les lieux où il y a des difficultés sociales, pour assurer la cohésion sociale. Qu'en dites-vous ?

G. W. : Ce n'est absolument pas ce que j'envisageais comme étant l'éthique de l'art ! Si on parle de « tâche éthique » et qu'on a un peu lu Lacan, toute tâche éthique va toujours du côté de la division et jamais de la réunion. L'éthique n'est pas une fonction sociale de l'art. Mais, aujourd'hui, elle est récupérée sous la forme sociale que vous dites, qui est une forme nouvelle.

Il y a bien une forme sociale de l'art que Freud envisageait avec sympathie. Il la décrivait et y consentait. Le musée était devenu un lieu de la réconciliation. Il y a en effet une consolation de l'art. On vient dans les musées soigner un peu le malaise dans la civilisation, et récupérer un peu de tous les sacrifices consentis sur sa jouissance. Aujourd'hui, allez voir dans un musée d'art contemporain : « Consolation, mon cul ! », comme dirait Zazie dans *le Métro...* Disons que l'art contemporain n'est pas très consolant, et ça fâche un peu les gens. Ils rêvent d'un bain de beauté. Mais l'art et la beauté doivent aujourd'hui se penser disjoints. D'autant que la beauté, on baigne dedans, elle est dans la rue, dans les objets quotidiens, dans la publicité. Il faut aller au musée pour se doucher un peu de toute cette beauté. Pour se réveiller, un peu, un instant. Comme par le coup de feu tiré par Claude Lévêque dans une pièce.

> invité

A. T. : Si l'on songe à la dernière Nuit blanche, les commissaires avaient l'idée de réunir les gens...

G. W. : Oui, mais il faut bien distinguer d'abord la fonction de l'œuvre, la fonction de l'art – que je crois profondément « divisante » – et les phénomènes culturels, qui supposent éventuellement un certain usage de l'art, comme lors de la Nuit blanche. Cette dernière a déjà été amplement critiquée, or je trouve l'idée marrante, mais c'est un usage social et culturel de l'art, ce n'est pas l'art comme tel. L'art est l'occasion ici de se réchauffer — surtout à trois heures du matin. C'est bien de se réchauffer. Mais est-ce ce qu'on attend des œuvres, qu'elles permettent de se serrer les uns contre les autres ? Les effets de communion à l'occasion m'agacent. Et tout ce qui va du côté de l'art m'importe. La culture fait chaud et l'art fait chier, si vous voulez. Alors je déteste assez tout ce qui va du côté de la culture, qui est précisément un usage de radiateur social de l'art. C'est en effet une manière de récupérer les œuvres, sous une forme très conciliatrice. Du coup, ça pousse aussi à montrer des œuvres conciliatrices. C'est marrant de se promener dans Paris la nuit, mais c'est un usage très social de l'art.

A. L. : Plutôt consensuel que révélateur.

G. W. : Oui. On ne montrera pas de *trash*, ça fait partie du truc. Personne ne le regrette, mais on pourrait le regretter ! Et en même temps, tant que des personnes font trois pas pour aller voir des œuvres d'artistes contemporains, c'est bien, je ne vais pas bouder mon plaisir. Tant pis, et peu m'importe après tout, mais ce n'est pas le travail de l'art, c'est le travail des médiateurs culturels. C'est la Nuit blanche des médiateurs culturels.

A. T. : On peut toutefois se demander si ce n'est pas le dispositif culturel qui risque de l'emporter. En retirant aux œuvres leur pouvoir de nuisance, on leur retire leur pouvoir de révélation.

G. W. : Oui. Toute l'industrie du luxe récupère ainsi les artistes les « pires », les plus *hard*. On voit maintenant Damien Hirst, que j'aime beaucoup, chez LVMH ! A-t-il tort ou raison de consentir à ça ? Il se fait du fric, c'est normal. Notre monde est ainsi. La fonction de l'art tend de plus en plus à être dominée par la fonction de la marchandise. Personne n'y résiste. Ne disons pas que c'est affreux, on y est ! Il ne s'agit pas de se plaindre et de *tonner contre*, comme dit Flaubert, il faut trouver les voies d'une certaine résistance. Comment y être sans en être. Plus facile à dire qu'à faire, mais c'est la question du moment.

A. T. : Mais on peut alors interroger la capacité subversive de l'art. Avec sa machine à faire des excréments, Wim Delvoye est fasciné par la transparence. On a parfois l'impression que certains artistes se font critiques malgré eux...

G. W. : Mais qu'eux-mêmes ne sachent pas tout à fait ce qu'ils font ne diminue pas leur mérite. Dans la *Cloaca Turbo*, Wim Delvoye est fasciné, c'est sûr. Mais, en rendant tout cela transparent, son œuvre prend une portée critique au regard de la science, à quoi il a fait appel pour construire sa pièce. Je pense qu'il n'y a d'œuvre d'art que critique. Il y a une dimension de plaisir – une part affirmative – et une part critique. Si c'est pour mettre des couleurs dans le cerveau, l'IRM n'est pas

plus intéressante que le pinceau ! Par ailleurs, la culture d'aujourd'hui, saisie par le pouvoir, se résume un peu à la consolation. On va chercher des artistes et on leur dit : « Agrémentez-nous ce monde ! » Mais l'usage culturel de l'art, qui récupère tout, m'ennuie profondément. Aujourd'hui, on « culturise » l'art au détriment du rapport explosif à l'œuvre – explosif, ce n'est pas seulement la dimension éventuellement provocatrice, c'est la puissance explosive pour la pensée que peuvent contenir des œuvres. C'est de toujours. La *Sainte Anne* de Léonard, dès qu'on l'a présentée, a ouvert une controverse théologique. Les œuvres ont fait parler, débattre. Faire parler est une fonction essentielle de l'art. Aujourd'hui, cette part semble s'éteindre, on ouate la dynamite. Cela encourage du coup à une surenchère des provocations qui ont souvent quelque chose de dérisoire. L'art doit être une cause, dans les différents sens du terme, il doit aujourd'hui retrouver pleinement cette dimension.

> invité

Dan J. Arbib est normalien et agrégé de philosophie.

Daisuké Fukuda est doctorant en psychanalyse.

Raphaël Glucksmann est réalisateur. Il a notamment réalisé *Tuez-les Tous !* et *Orange 2004*. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il est aussi l'un des fondateurs de l'association *Études Sans Frontières*.

Deborah Gutermann est doctorante en histoire et allocataire de recherches.

Damien Guyonnet est psychologue clinicien et en Master de psychanalyse.

Annelise Heimburger est comédienne, ancienne élève du Conservatoire National Supérieur d'art dramatique de Paris.

Anaëlle Lebovits est doctorante en philosophie, en Master de psychanalyse et en Master de psychologie clinique.

Aurélie Pfauwadel est agrégée de philosophie, doctorante et allocataire de recherches.

Martin Quenehen est historien et documentariste. Il a notamment produit des documentaires pour France Culture.

Guillaume Roy est étudiant en médecine.

Annabela Tournon est à l'École Nationale Supérieure d'Arts et étudiante en esthétique.

direction & rédaction en chef Anaëlle Lebovits

comité de rédaction Deborah Gutermann, Damien Guyonnet, Anaëlle Lebovits, Caroline Leduc, Aurélie Pfauwadel, Adrian Price, Guillaume Roy

comité de correction Karim Bordeau, Frédérique Bravin, Annelise Heimburger, Joachim Lebovits, Alexandra Renaud, Romain-Pierre Renou

auteurs pour ce numéro Dan J. Arbib, Daisuke Fukuda, Raphaël Glucksmann, Deborah Gutermann, Damien Guyonnet, Annelise Heimburger, Anaëlle Lebovits, Aurélie Pfauwadel, Martin Quenehen, Guillaume Roy, Annabela Tournon

> ours

graphisme & internet Annabela Tournon

impression JM BARBOU

diffusion et distribution Caroline Leduc & DIX-IT

administration et comptabilité Anaëlle Lebovits, Margarita Z. Tournon

nous remercions Agnès Aflalo, Adela Bande-Alcantud, Pierrette Garreau, Sylvie & Georges Haberberg, Luc & Anne-Joëlle Heimburger, Natasa Katsogianni, Jean-Sien Kin, Stylianos Kontakiotis, Stéphanie Lotière, Kyriaky Samartzi, Mariana Tournon Zubieta

Le Diable Probablement
10 rue du Four, 75006 Paris

www.lediableprobablement.com

*la revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés
les manuscrits non publiés ne sont pas rendus*

Jean-Claude Milner



Le Juif
de savoir

Figures Grasset

Le Diable propablement